

NOUVELLES DE L'OTAN



ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD • SERVICE DE L'INFORMATION • PARIS

PUBLICATION MENSUELLE

Volume 9 N° 7 - juillet 1961

DANS CE NUMÉRO :

LA SESSION D'OSLO, PROMESSE DE PROSPÉRITÉ ATLANTIQUE

par le Professeur Grégoire P. Cassimatis

COMMENT DEFENDRE NOTRE PATRIMOINE CULTUREL ?

par Sami Kirdar

L'EXPÉDITION DE GIBRALTAR

par Douglas Wyndham-Harris

NOUVELLES DE L'OTAN

JUILLET 1961



SOMMAIRE

LA SESSION D'OSLO, Promesse de prospérité atlantique, par le Professeur Grégoire P. Cassimatis	<i>page</i>	1
LE PRÉSIDENT A PARIS		4
COMMENT DÉFENDRE NOTRE PATRIMOINE CULTUREL, par Sami Kirdar		5
L'EXPÉDITION DE GIBRALTAR, par Douglas Wyndham-Harris		8
NOUVELLES SUBVENTIONS OTAN POUR LA RECHERCHE		14
DÉFENSE DU CIEL EUROPÉEN		15
Exercice CO-PO.		
L'OTAN ET L'EUROPE :		
Un stage du Centre international de Formation européenne		18
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD		
La visite de M. Stikker aux Etats-Unis		20
Le nouveau Représentant permanent du Portugal		20
COMMANDEMENT ALLIÉ EN EUROPE		
Changement de Commandement naval		21
Le nouvel Adjoint-Air de SACEUR.		22
COMMANDEMENT ALLIÉ DE L'ATLANTIQUE		
Exercice FAIRWIND SIX		23
AGARD		
La onzième Assemblée générale		24
DIXIÈME ANNIVERSAIRE DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN		25
DOCUMENTATION		
La nouvelle Communauté atlantique		26
LIVRES		
L'Ours dans la bergerie, par Michel Lubrano-Lavadero		27
Les trois Communautés : Acier-Charbon, Marché commun, Euratom, par Pierre-Olivier Lapie.		28
BIBLIOGRAPHIE		
	DIVERS	
Conférence des Parlementaires de l'OTAN à Ottawa.....		17
La clé : S'adapter.....		18
AFCG.....		19

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées sous l'autorité du Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Leurs articles ne doivent pas être considérés comme exprimant les opinions du Conseil de l'Atlantique Nord ou de ses Gouvernements membres pris séparément.

LA SESSION D'OSLO, PROMESSE DE PROSPÉRITÉ ATLANTIQUE

par

le Professeur Grégoire P. Cassimatis

L'auteur de cet article est Membre du Parlement hellénique, Ancien Ministre et Gouverneur pour la Grèce de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.



M. Cassimatis

LA session du Conseil de l'OTAN à Oslo ouvre des perspectives nouvelles pour notre Alliance. Il y fut, en effet, question qu'un comité d'experts serait envoyé en Turquie et en Grèce, afin d'examiner la situation économique de ces deux pays. Il s'agit de donner des conseils à ces derniers en ce qui concerne leurs programmes de développement économique et de suggérer à l'Alliance comment les aider à se moderniser. Voilà ce qui ressort de la lecture du communiqué et d'autres déclarations. Le Conseil de l'OTAN a ainsi fixé son but, sans préjuger les moyens pour y parvenir.

L'élément nouveau consiste dans la reconnaissance de l'interdépendance des fondements de l'Alliance atlantique. En tant que Communauté de défense du monde atlantique, l'OTAN est surtout un organisme politique. Le facteur militaire n'en est que le reflet. Mais qui dit politique, dit un ensemble de conceptions sur les différents aspects de la vie nationale et internationale. De même que le Pacte de Varsovie se base sur le communisme, l'OTAN se base sur la liberté. D'un côté nous avons le totalitarisme et la volonté du parti, de l'autre la démocratie et la volonté du peuple. Mais ces volontés ne sont que des préceptes. Leurs applications revêtent des formes multiples, parfois contradictoires en pratique mais toujours tournées vers l'idéal qui anime chaque camp.

LIBERTÉ ET ORGANISATION

Notre idéal n'est pas fondamentalement contraire à toute organisation. Pas même à une organisation hiérarchisée comme celle rendue indispensable par les besoins du bouclier qui doit nous protéger contre le danger extérieur. Mais, parfois, nous hésitons à reconnaître que l'organisation est nécessaire en dehors de ce danger, qu'elle est un

des attributs de notre collaboration. Et l'organisation ne peut être que totale, embrassant tous les aspects de la vie nationale des partenaires, ce qui est d'ailleurs conforme à la notion politique de l'OTAN, car la politique couvre l'ensemble, tandis que le militaire, l'économique, le social et le culturel ne sont que des aspects particuliers.

Mais nos adversaires, qui ne font qu'enregistrer la volonté d'un seul ont une tâche plus facile que la nôtre. La démocratie est lente à se décider, parce qu'elle est lente à se persuader. Sa base est la discussion et cette déesse aime les controverses. Bien plus, elle attise les intérêts particuliers et permet la déformation des principes. La difficulté consiste à concilier deux conceptions parfois contradictoires. On peut, au nom de la liberté, soutenir l'esprit d'indépendance des pays atlantiques lorsque les problèmes de défense ne sont pas mis en jeu. D'où le manque de solidarité obligatoire dans le domaine économique. D'autres organismes s'en occupent, tels que l'OCDE, la CEE et l'AELE. Mais on peut aussi, au nom de ce même idéal, dire que la défense en tant que partie de la politique est indissolublement liée à la situation économique et sociale des peuples et que les dangers intérieurs résultant de l'évolution de cette situation sont aussi importants que les dangers extérieurs.

BESOIN DE SOLIDARITÉ

Durkheim, qui demeure le maître de la pensée sociologique, aurait dit que les alliances sont des sociétés fondées en même temps sur la sociabilité mécanique qui consiste dans l'homogénéité et sur la sociabilité organique, qui résulte de la différenciation. Elles sont, en effet, les fruits de la politique qui constate les intérêts communs des alliés mais qui ne peut pas négliger leurs différences. Et

ces différences ne sont pas seulement de l'ordre de la grandeur, mais aussi d'ordre structurel, économique et social. Nous sommes liés par l'idéal commun de la liberté et de l'indépendance nationale, mais nous différons sur les structures. Les uns sont riches, les autres pauvres ; les uns combattifs, les autres paresseux ; les uns émotifs, les autres flegmatiques. Cela représente une sociabilité organique fondée sur des divergences qui se complètent. Néanmoins, cette situation ne suffit pas pour résoudre les problèmes, car les alliances ne sont pas créées par la nature des choses. Une idée-clé doit intervenir pour les forger en synthétisant les antithèses, à savoir la solidarité.

La solidarité n'est pas un mot vide de sens. Du moins, elle ne devrait pas l'être. Sans elle, la structure politique de l'OTAN, qui est la prolongation de l'idéal d'intégration politique de l'Europe, sera nécessairement incomplète. Voilà pourquoi les décisions d'Oslo jettent une lumière nouvelle sur l'avenir de notre Communauté.

Naturellement, de nombreux problèmes se posent. L'OTAN n'est pas encore habilitée à avoir des experts qui pourraient examiner la situation économique d'un pays et proposer un programme complet de développement. Elle est encore moins une banque susceptible de fournir l'argent nécessaire pour l'application de ce programme. Elle n'est pas non plus un organisme supra-national capable d'imposer certaines orientations aux gouvernements nationaux, soit dans le domaine de la politique économique et douanière à appliquer aux pays nécessiteux, soit dans celui des sacrifices à accepter pour rendre l'aide efficace. L'OTAN est une communauté qui découle d'un danger commun. Si tous ne réalisent pas que ce danger existe, cela ne le rend pas moins réel. Les décisions d'Oslo ont le mérite de mettre l'accent sur les faits.

LA CONQUETE DES ESPRITS

Je ne partage pas le scepticisme de ceux qui croient — et ils sont nombreux — que ces décisions n'auront pas de lendemain. Nous avons, en effet, des antécédents pessimistes. Mais la situation a évolué et ce qui paraissait difficile il y a quelques années devient de plus en plus évident de nos jours. La coexistence pacifique, qui n'est qu'un aspect de la guerre froide, a pris une forme concrète : la compétition pour la conquête des esprits.

L'Association du Traité de l'Atlantique a magistralement développé cette idée, dans sa déclaration du 1^{er} juillet 1960, à son Assemblée d'Oslo : « La force du monde occidental réside également dans la prospérité de ses peuples. L'un des points essentiels du message adressé au monde par l'Occident est le progrès économique et la justice sociale ; nous devons, en conséquence, prêter une

grande attention aux conditions économiques et sociales des pays de l'Alliance atlantique et prendre toute mesure destinée à promouvoir une amélioration du niveau de vie des peuples que la composent. »

NOS PAYS SOUS-DEVELOPPES

Il est vrai que l'idée est venue un peu tard. Il a fallu un bouleversement du tiers-monde pour nous faire comprendre les faits, à savoir que le monde est indivisible et qu'on ne peut pas parler de sous-développement africain et asiatique tout en négligeant les pays sous-développés au sein même de notre Alliance. Au fond, la différence entre les pays de l'OTAN se mesure d'après le degré de développement économique. La richesse ou la pauvreté proviennent en grande partie de la nature. Le développement ou le sous-développement sont liés à la volonté des hommes. Ce qui conduit au résultat suivant : pour les pays sous-développés de l'Afrique et de l'Asie (qui ont souvent des réserves de matières premières) l'aide peut être considérée comme un placement commercial à long terme, tandis que pour les pays sous-développés de l'Alliance (à savoir la Turquie, la Grèce, l'Islande et le Portugal), il s'agit surtout d'une question de solidarité. C'est un placement politique et non commercial, une arme à portée immédiate et non un obus à retardement.

Voilà l'une des raisons pour lesquelles le monde atlantique a mis si longtemps à penser à ses propres pays sous-développés. Une autre raison fut la générosité de l'aide américaine. Mais cette dernière comprenait une importante contribution militaire et, pour certains pays comme la Grèce, elle fut absorbée par les nécessités du moment. Il ne faut pas oublier que la Grèce dut affronter la subversion communiste jusqu'en 1950 et que cette subversion est venue s'ajouter aux catastrophes économiques de la guerre en créant un climat d'incertitude qui ne permettait pas l'emploi rationnel des dollars du plan Marshall.

Pour d'autres pays, comme la Turquie, la difficulté résidait dans le manque d'expérience en ce qui concerne l'élaboration d'un programme économique cohérent. La Grèce aussi montra peu de clairvoyance et de réalisme. Des slogans périmés poussaient l'opinion publique à se méfier de toute planification. On chargeait l'Etat, à défaut d'entrepreneurs privés, de se transformer en constructeur d'usines avec tous les résultats fâcheux que cela pouvait comporter. Ainsi, sous une façade de stabilité politique et économique basée sur une dépréciation exagérée de la monnaie (comme ce fut le cas pour la Grèce lors de la dévaluation de 50 % en 1953) on vivait grâce à des constructions spectaculaires et même parfois utiles, mais sans se soucier du développement économique général.

Aujourd'hui, au moment où la balance des paiements des Etats-Unis fléchit (ce qui est un

phénomène normal de la fluctuation) et où la prospérité de l'Europe industrialisée atteint un maximum dangereux (ainsi qu'en témoignent, selon un processus inverse mais analogue, la situation de l'économie anglaise et la réévaluation du mark), les pays atlantiques sous-développés se trouvent en face de difficultés qui pourraient avoir des répercussions très étendues. Rien qu'en Grèce, il y a plus de 250.000 chômeurs et presque autant de travailleurs employés à mi-temps. En Turquie, le tabac baisse de prix sans qu'on puisse pour autant le vendre et les fabriques construites grâce à l'aide américaine restent fermées. Enfin, le revenu national des deux pays, bien qu'il atteigne le point fixé par Rostow pour faire démarrer une économie, est très inégalement réparti.

Il était donc nécessaire que l'OTAN examine ce problème. Des mesures hâtives, comme celle du partage des terres en Iran, peuvent être salutaires, mais elles demandent beaucoup de sacrifices. Il vaut mieux agir à temps et c'est pourquoi la décision du Conseil d'Oslo pousse à l'optimisme.

DIFFICULTES PRATIQUES

Il faut maintenant affronter les difficultés pratiques. Pour la Turquie, la première tâche est d'adopter un plan de développement rationnel et efficace. Pour la Grèce, il s'agit de revoir son plan national de 1959, afin de l'orienter vers des buts plus productifs, ce qui est déjà un travail difficile pour les experts. Cela consiste, en premier lieu, à persuader ceux qui voient toujours d'un œil suspect l'homme compétent venu du dehors, à reviser leurs normes et à travailler pour l'avenir. Car les experts nationaux et, à plus forte raison, les gouvernants préfèrent presque toujours la politique à la prévision. C'est une des conséquences de ce sentiment humain que les économistes appellent la dépréciation du futur et les sociologues l'attrait de l'immédiat. Cet immédiat constitue souvent l'objectif des régimes démocratiques, dont la faiblesse et la force résident dans le changement des titulaires du pouvoir. Le devoir d'une administration consciente de sa mission est de freiner cet attrait de l'immédiat et de nous préparer à affronter l'avenir. La politique pousse vers le gain passager tandis que la prévision réclame des investissements productifs. Les experts doivent concilier les deux points de vue, en garantissant l'avenir. Il n'y a pas de reconstruction possible en dehors de cette voie, mais cela est difficile à réaliser dans les pays insuffisamment développés.

Puisque les experts de l'OTAN sont les représentants d'une alliance qui n'est pas uniquement militaire, ils doivent avoir la possibilité de

synthétiser la situation. Ce ne sont pas des critères purement économiques qui doivent prévaloir. Il faut examiner la reconstruction et le développement en fonction des possibilités de défense contre le danger commun. Ce point délicat, qui caractérise l'examen par les experts de l'OTAN de la situation économique en Turquie et en Grèce constitue un élément nouveau. Jusqu'ici notre organisme hésitait à s'engager dans cette voie, mais maintenant il a donné au problème un aspect réaliste.

LA MARCHE A SUIVRE

Néanmoins, une fois ce premier stade réalisé, il sera nécessaire de mettre en œuvre les suggestions des experts et de permettre aux Etats intéressés de profiter de leur enseignement. Certes, l'OTAN n'est pas une organisation purement économique, ni une banque de crédit. Mais elle est une communauté de défense et doit agir en tant que telle. Ce ne sera pas suffisant de transmettre l'avis des experts à l'OCDE ou à un autre organisme économique. Même l'OCDE aurait des critères différents pour apprécier les programmes de développement, car les Etats neutres qui en font partie hésiteraient à accepter le point de vue politique et militaire de l'OTAN.

La seule solution qui s'impose est la création de Fonds spéciaux pour l'aide aux pays insuffisamment développés de l'Alliance. Ces Fonds, alimentés par les cotisations des pays industriels, seraient gérés par un comité d'experts permanent, de façon à synthétiser les besoins de développement à long terme et la nécessité de faire face au danger immédiat, qui a un caractère social. Les masses, fatiguées par l'attente d'une amélioration de leur sort et découragées par la disparition de leurs espoirs sont tombées dans un état apathique lourd de menaces. L'aide de l'OTAN leur permettra de se ressaisir et de regagner confiance.

Il ne fait pas de doute que cette idée de Fonds spéciaux, qui n'est d'ailleurs pas nouvelle, provoque un certain malaise. Trop de cas analogues n'ont eu comme résultat que de pomper les excédents des économies en expansion. Le Fond Monétaire International examinera, lors de sa prochaine session, différents projets concernant le transfert aux pays déficitaires du surplus des pays excédentaires. Personne ne peut dire que ce procédé manque d'orthodoxie. Pourquoi ne pas reconnaître la même nécessité chez les partenaires de notre Alliance, avant qu'il ne soit trop tard ? Il semble que les décisions prises par le Conseil de l'OTAN à Oslo font naître de nouveaux espoirs.





En haut, à gauche, le Président Kennedy arrive au Quartier Général de SHAP ; à sa gauche, M. Dirk U. Stikker, Secrétaire Général de l'OTAN. En haut à droite, le Président parle au Conseil de l'Atlantique Nord.



Le Président Kennedy à Paris

Durant son séjour à Paris où il conféra avec le Président de Gaulle, le Président Kennedy tint à faire une brève visite au Siège de l'OTAN et au SHAP. A l'OTAN, le Président fit une déclaration devant le Conseil de l'Atlantique Nord et eut un court entretien avec le Secrétaire Général. Au SHAP, après s'être entretenu avec le Général Norstad, le Président Kennedy prononça une allocution devant les membres du Commandement et déclara notamment : « Les Etats-Unis ont affirmé à trois occasions au cours de ce siècle — en 1917 en 1941, et en 1948 et 1949 — leur conviction que leur sécurité est inévitablement liée à la sécurité de l'Europe libre. Nous en demeurons profondément convaincus en 1961... Nous sommes auprès de vous et, aussi longtemps que vous penserez que notre association est utile à notre cause commune, nous resterons et remplirons nos engagements dans leur totalité et nous maintiendrons notre puissance... »

“ J'espère que dans les années qui viendront notre commune alliance acquerra plus de puissance et de force... ”

Autour d'une tasse de café : M. Kennedy et le général Norstad.





M. Kirdar

COMMENT DÉFENDRE NOTRE PATRIMOINE CULTUREL?

par

SAMI KIRDAR

Ancien professeur à l'Académie des Beaux-Arts d'Istanbul, l'auteur de cet article est un journaliste et écrivain politique turc.

UNE paix fondée sur la compréhension et le respect mutuels entre l'Est et l'Ouest ne sera jamais réalisée tant que les dirigeants communistes maintiendront leurs visées ultimes, qui sont la capitulation pure et simple de notre régime et le renversement total de nos principes reposant sur la liberté et le règne du droit. Mais, les dictateurs-prophètes du communisme peuvent-ils, sans se trahir eux-mêmes, changer ou assouplir les dogmes de leur religion séculière, qui nient toute autre croyance et imposent la propagation de leur culte, de force ou de gré, sur la surface entière du globe terrestre ? Notre défense, qui se présente maintenant sous l'aspect économique et idéologique, sera encore pendant des générations notre préoccupation primordiale.

Que signifie la lutte idéologique entreprise par les Soviets et présentée sous forme de « coexistence pacifique » ? Une fois de plus, ce serait naïf de croire que nous sommes en présence d'une confrontation idéologique telle que nous la concevons en Occident, à savoir d'un libre colloque sur les deux systèmes sociaux. Si nous voulons éviter un échec idéologique, qui aurait de graves conséquences, nous devrions organiser notre défense dans ce domaine, comme nous l'avons fait du point de vue militaire au sein de l'OTAN. Il ne s'agit pas d'opposer notre idéologie à celle des communistes mais de permettre aux pays du Tiers-Monde de les comparer et d'en tirer des conclusions eux-mêmes.

UNE FORMULE ATTRAYANTE

Le Traité de l'Atlantique Nord a permis d'unir les forces militaires d'un groupe de pays devant une menace commune : l'impérialisme soviétique. Cette union évita une attaque armée non seulement contre les pays signataires de l'Alliance,

mais aussi contre les autres nations non-communistes. Notre force de représailles n'a été créée que pour sauvegarder la liberté de nos peuples et notre civilisation. Mais elle n'a pas pour autant supprimé les intentions agressives de nos adversaires ; elle leur a simplement fait changer de stratégie. C'est alors que les dirigeants soviétiques ont trouvé cette formule attrayante : la coexistence pacifique.

M. Khrouchtchev a expliqué lui-même, dans un discours prononcé à Novo-Sibirsk en octobre 1959 la signification de cette formule : « La coexistence pacifique est une continuation de la lutte entre deux systèmes sociaux, mais par des moyens pacifiques. Nous trouvons que cette lutte doit être économique, politique et idéologique, mais non militaire ». Ce serait une erreur de notre part que de croire M. Khrouchtchev textuellement. L'expérience nous permet de craindre que le jour où nous serions militairement faibles, les Russes n'hésiteraient pas à recourir aux armes.

Si le danger aujourd'hui n'est plus uniquement militaire, ne devrions-nous pas examiner la situation sous son aspect nouveau et élaborer des mesures pour y faire face ? Cela n'implique pas l'abandon de notre organisation militaire existante, ni même la diminution de son importance, mais bien au contraire l'accroissement de son efficacité. En effet, des efforts parallèles dans d'autres domaines contribueraient à donner à notre système défensif une structure mieux adaptée à sa tâche.

LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE

La coexistence pacifique, inventée par le Numéro 1 soviétique, est donc en réalité une autre forme de déclaration de guerre à l'Occident. Mais c'est une guerre toute différente de celles qui relè-

vent de la science militaire, de l'emploi des armes conventionnelles ou nucléaires. Si elle ne semble pas être aussi destructive, elle aura des conséquences assurément plus tragiques, puisqu'elle vise notre liberté intellectuelle et la source même de notre civilisation. Son champ de bataille couvre le monde entier, et son arme de combat est l'exploitation des aspirations légitimes des peuples sous-développés qui constituent la majorité de la population de la terre.

Les Soviétiques sont passés maîtres dans l'art de la propagande et de la guerre psychologique, tandis que nous hésitons encore à nous lancer à fond dans ce domaine, soit pour ne pas provoquer les communistes, soit pour ne pas heurter nos conceptions morales.

Dans le rapport qu'il a présenté au Congrès atlantique de Londres, le R.P. Jean Daniélou disait : « ... Il ne faut pas négliger le facteur psychologique dans la défense du monde libre. En premier lieu elle doit consister dans une information objective, qui dénonce les mensonges de la propagande soviétique. Et il est sûr qu'à la longue cette volonté d'objectivité inspire une confiance plus solide que des slogans rapidement usés. Il faut en second lieu que la communauté atlantique soit consciente des valeurs spirituelles qu'elle représente. »

« ... Ce que la communauté atlantique prétend défendre, ce n'est pas une civilisation tout court, dont elle est une expression, et dont elle se reconnaît elle-même l'expression imparfaite, mais qui est parfaitement susceptible d'autres expressions. Ce n'est pas pour nous seulement, c'est pour tous les peuples du monde, pour ceux en particulier qui n'y ont pas encore pleinement accès ou pour ceux qui en sont privés par la violence, que nous défendons ces valeurs. Le combat que nous menons n'est pas seulement nôtre. Si nous nous sentons à ce point responsables, c'est que les valeurs que nous avons à défendre et à promouvoir ne sont pas seulement l'expression d'un héritage vénérable, mais qu'elles sont les conditions permanentes d'une civilisation humaine. »

M. Khrouchtchev vient de réaffirmer, à Alma Ata, sa détermination de mener une lutte sans merci contre l'Occident. Si nous relevons le défi qui nous est lancé, nous devons réviser nos moyens défensifs et adopter une stratégie appropriée dans les domaines politique, économique et idéologique.

LE DOGMATISME COMMUNISTE

Les Soviétiques estiment que la nouvelle route tracée par la « coexistence pacifique » les conduira plus rapidement à leur but, qui est la suppression de tout ordre non communiste. Leur jugement est exact en ce sens que l'action du communisme se développe toujours dans le trouble et le mécontentement des masses. Comme ils choisissent eux-

mêmes le moment et l'endroit pour jeter la torche incendiaire, ils ont l'avantage de pouvoir agir par surprise. D'ailleurs, combien de peuples ont adopté le communisme volontairement ? Tous les pays convertis à cette religion l'ont été par la force des armes. Or, pour le triomphe des armes il faut un climat de désordre.

Les communistes font de grandes promesses aux peuples qui n'ont pas la prospérité et les possibilités techniques ou intellectuelles des Occidentaux. Mais ces promesses ne peuvent pas être tenues, pour la simple raison qu'il est matériellement impossible aux communistes de satisfaire les besoins de tous les pays sous-développés. L'Occident, qui dispose de ressources économiques et techniques incomparablement plus vastes que le bloc soviétique, ne peut pas non plus donner satisfaction à toutes ces aspirations. Que devons-nous faire pour assumer les devoirs que notre civilisation nous impose vis-à-vis des peuples sous-développés ? Nous devons « les aider à s'aider eux-mêmes », selon le principe énoncé par le Président Kennedy dans son discours inaugural.

Le danger qui nous menace ne réside pas dans la confrontation de deux systèmes sociaux mais bien dans le dogmatisme communiste. Si nous ne voulons pas assister passivement aux attaques dirigées contre notre civilisation et nos valeurs culturelles, il nous faut nous organiser pour lutter contre ceux qui, sous le prétexte de défendre les déshérités, ne nous reconnaissent aucun droit politique, social ou idéologique.

NOS VALEURS SPIRITUELLES

Ainsi, nous sommes amenés à concevoir un plan d'ensemble, dont l'exécution serait confiée à des Organisations compétentes ayant des rapports entre elles. Or, deux Organisations existent déjà : l'OTAN, pour les affaires militaires et politiques ; l'OCDE, pour les questions économiques. Cette dernière participera à notre système défensif, l'un de ses principaux objectifs étant l'aide aux pays sous-développés. Il nous faut donc une troisième organisation qui aurait la mission de défendre nos valeurs spirituelles, en renforçant la coopération occidentale dans les domaines culturel, scientifique et technique, surtout en faveur des pays sous-développés.

La création d'une nouvelle organisation nous semble, dans la conjoncture actuelle, difficile à réaliser. Parmi les Organisations existantes, aptes à remplir la tâche prévue, nous pensons en premier lieu à l'OTAN, dont l'un des services s'occupe des activités culturelles. Mais ces activités sont très réduites en raison de l'insuffisance numérique des cadres et de la restriction des moyens financiers. Il serait nécessaire d'instituer au sein de l'OTAN une Division des Affaires Culturelles capable de remplir son rôle. Nous ne croyons pas qu'il serait dans l'in-

térêt des pays membres de refuser de telles charges supplémentaires si le renforcement de notre système défensif le demande.

Une autre solution serait d'avoir recours au Conseil de l'Europe, dont le but est de « réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ». L'œuvre réalisée par l'Organisation de Strasbourg, qui comprend en premier lieu la Convention des Droits de l'Homme, et l'action qu'elle mène pour coordonner les activités culturelles européennes, rendent cette perspective possible.

DES DIFFICULTES SURMONTABLES

Si l'on préfère confier cette tâche à une autre organisation que l'OTAN on rencontrera deux difficultés d'ordre politique : 1) la question de l'appartenance des Etats-Unis et du Canada ; 2) la réticence des pays neutres. Mais, ces difficultés ne paraissent pas insurmontables.

L'Océan atlantique n'est plus une barrière mais un trait d'union entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Au siècle des avions supersoniques, des fusées intercontinentales et des communications à travers la stratosphère, les frontières des pays ne sont plus délimitées géographiquement, mais politiquement, économiquement et surtout idéologiquement. Or, à ce point de vue, l'Amérique du Nord et l'Europe font un ensemble inséparable. Notons surtout que la république fédérative des Etats-Unis, cette fille de l'Europe, comme l'a baptisée le Général

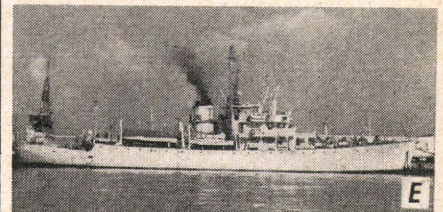
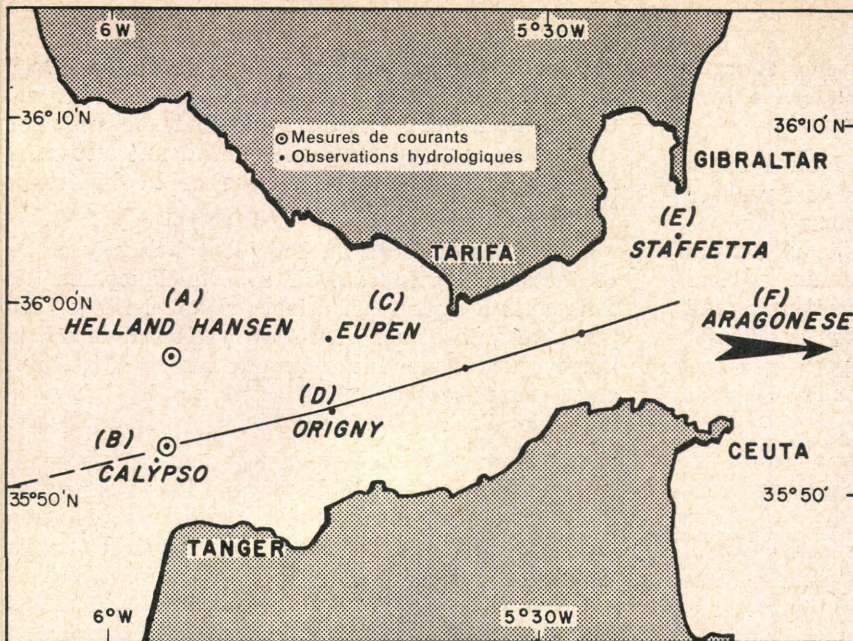
de Gaulle, est aujourd'hui le chef de file de l'Occident. Ainsi, les deux grandes nations d'outre-atlantique sont membres naturels de toute organisation créée dans ce vieux continent qui a donné au monde l'amour de la liberté et le sens de la dignité de l'homme.

Les discours du Président Kennedy et les contacts qu'il vient d'avoir avec quelques-uns des dirigeants des pays atlantiques témoignent de l'importance qu'il attache à notre système défensif. Si notre cause commune exige de modifier certains engagements extérieurs souscrits par le Gouvernement de Washington, nous sommes persuadés que cela sera fait.

Il ne nous semble pas que les pays neutres de l'Europe puissent s'opposer à la défense de notre idéologie commune. D'ailleurs, on peut se demander comment ces pays pourraient survivre après la destruction matérielle ou morale des autres nations qui défendent notre patrimoine occidental. La neutralité est une position admise par la tradition européenne fondée sur le règne du droit. Si ce règne du droit venait à disparaître, les pays neutres pourraient-ils le rétablir par leurs propres moyens ?

L'essentiel pour nous est d'accroître notre capacité de résistance collective aux attaques de l'adversaire en supprimant les doubles emplois et de lutter contre les menées subversives des totalitaires. La création du bouclier de l'OTAN a sauvé l'Europe et le monde libre d'une occupation militaire soviétique. Il nous reste maintenant à organiser notre défense idéologique pour protéger nos valeurs spirituelles et morales.



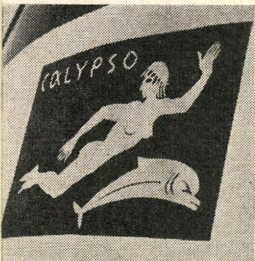


(B) La Calypso, (D) l'Origny
(E) la Staffetta

L'EXPÉDITION DE GIBRALTAR

La science arrache ses secrets à l'océan

*Détroit de Gibraltar
A bord de la Calypso*



« La connaissance des océans est plus qu'affaire de simple curiosité. Notre survie elle-même pourrait en dépendre. » Cette affirmation du Président Kennedy dans un récent message qu'il adressait au Congrès en demandant des fonds pour intensifier

les programmes de recherches scientifiques aux Etats-Unis, souligne admirablement l'importance des prospections océanographiques dont un grand nombre sont actuellement entreprises sous les auspices de l'OTAN.

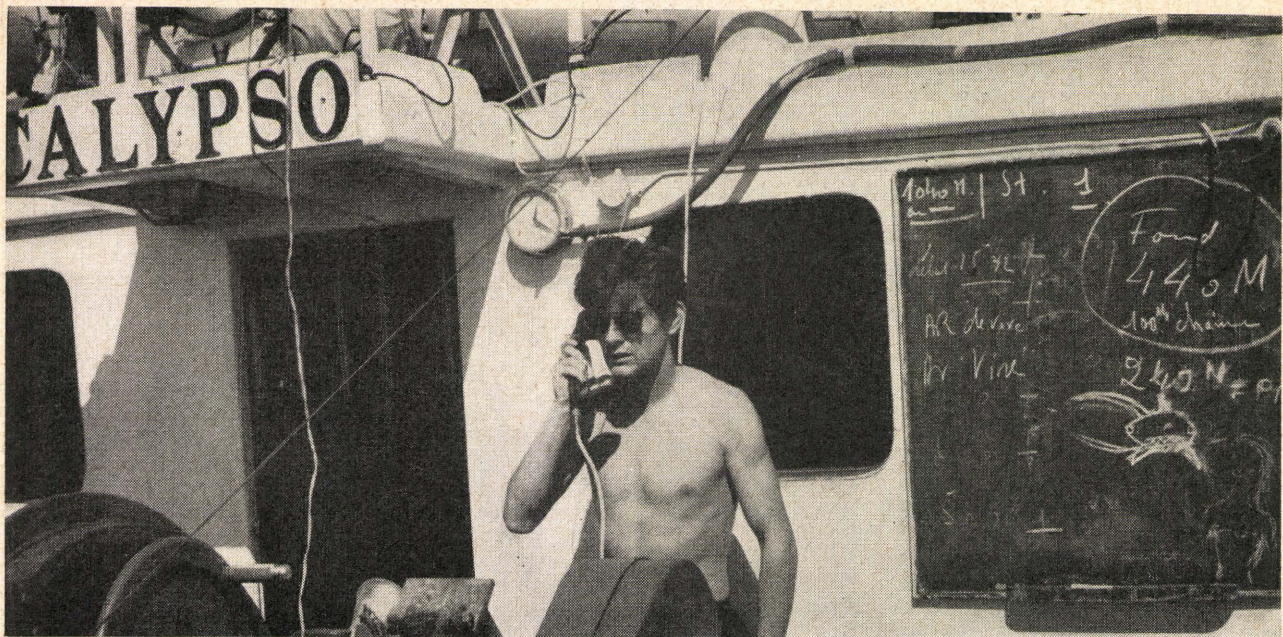
Dans cet ordre de recherches, un des projets les plus ambitieux recommandés au début de l'année par le Sous-Comité de l'OTAN pour l'Océanographie sous la Présidence du Professeur Hakon Mosby de l'Université de Bergen, comporte une exploration d'une durée de six semaines du Détroit de Gibraltar sous la direction du professeur Lacombe, directeur du Département de physique océanographique du Musée national d'Histoire Naturelle à Paris.

Le choix et de l'homme et de la région était heureux. Le professeur Lacombe s'était déjà

livré à une étude approfondie des eaux de la Méditerranée et avait même, au cours de l'Année Géophysique Internationale, procédé à un examen préliminaire de cette zone particulière où confluent l'Atlantique et la Méditerranée. Ainsi donc, l'auteur de cet article se trouva en même temps que le professeur Lacombe à bord du navire de recherches la *Calypso* d'où fut filmé le célèbre « Monde du Silence » du Commandant Cousteau. La *Calypso* occupait une place de premier plan dans une flotte de six navires océanographiques battant pavillon de la France, de la Norvège, de la Belgique et de l'Italie réunis là pour étendre les frontières de la connaissance scientifique dans une branche relativement négligée. Mais l'image qu'on aurait pu avoir d'une *Calypso* immobile « sans souffle et sans mouvement, aussi indolente qu'un vaisseau peint sur une mer peinte », se transforma rapidement en une réalité faite d'agitation, et de courants changeants où rien ne suggérait une paix idyllique.

SIX NAVIRES

Les bateaux qui participaient à l'expédition s'assemblèrent à l'ombre du Rocher de Gibraltar, et, pendant toute la journée, on les vit arriver les uns après les autres. Ils échangeaient des pièces d'équipement aussi bien que les renseignements de



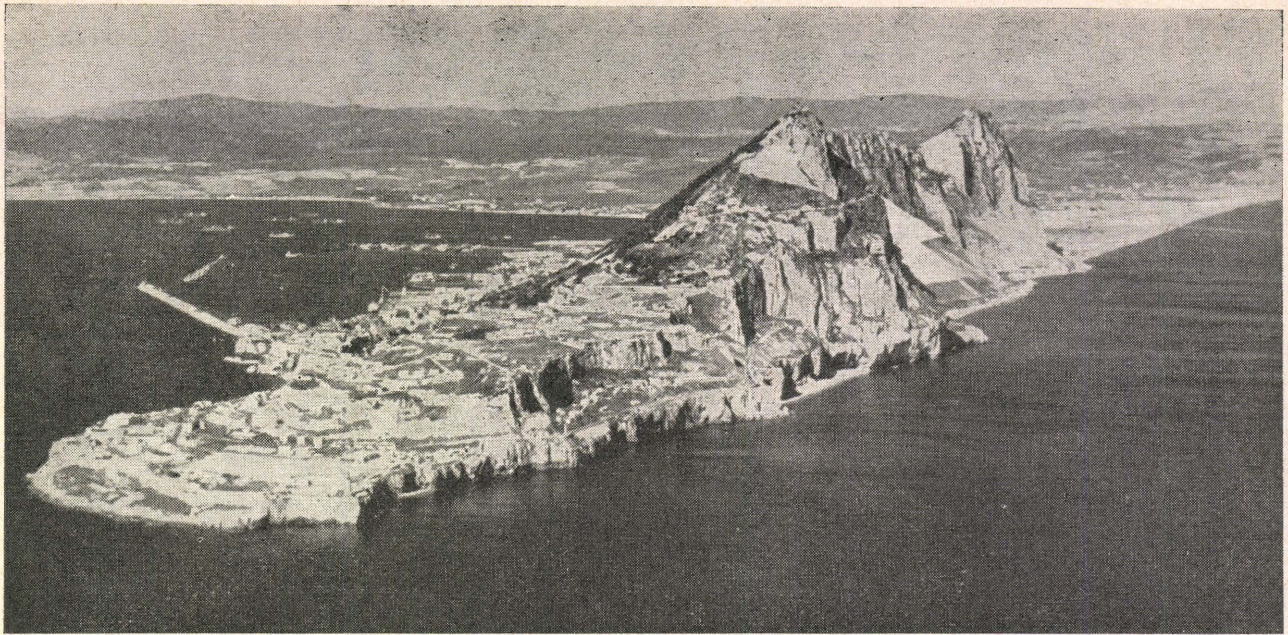
Prêt ! Instructions par téléphone ; les câbles doivent être largués de manière à immerger les instruments à l'exacte profondeur voulue.

Allez-y ! Le Capitaine et deux membres de l'équipage déroulent minutieusement le filin.



la dernière heure sur le rôle qu'ils étaient appelés à jouer. Le lendemain, l'aube se leva timidement sur Gibraltar et, la première, la **Calypso** se dirigea vers l'emplacement qui lui avait été désigné à quelque douze kilomètres au large de Tanger. Son voisin dans la campagne qui commençait, le navire norvégien **Helland Hansen**, ne tarda pas à se rendre au rendez-vous dans la houle et la brume. Les deux bateaux se trouvaient alors si proches l'un de l'autre que leurs capitaines échangeaient des messages oraux. Dès qu'ils eurent déterminé leur position exacte, ils levèrent l'ancre. Le personnel scientifique fit alors descendre des câbles auxquels étaient suspendues des bouteilles ouvertes de prise d'eau complétées de thermomètres. Toute une série de ces bouteilles, connues sous le nom de bouteilles à renversement d'Ekman, étaient plongées par paliers de cinquante mètres dans la mer, la dernière atteignant une profondeur maximum de 250 mètres. Une fois remplies à la profondeur désirée, une série de poids descendants en fermaient les orifices. Simultanément, les thermomètres enregistraient les températures. Enfin, l'ensemble des appareils était halé à bord. Cette branche de l'océanographie, connue sous le nom d'hydrologie, comprend notamment l'analyse du degré de salinité de l'eau à des profondeurs et des températures variables.

Pendant qu'on enregistrait ces premières mesures, l'équipage de la **Calypso** aidé de quelques membres de l'équipe scientifique, déroulait à l'aide d'un treuil des câbles à l'arrière du navire ; ils devaient servir à descendre dans la mer d'autres appareils. Parmi ceux-ci, citons un ingénieux dispositif d'origine japonaise connu sous le nom de « courantomètre ». Il a l'apparence d'une bombe minuscule portant à son extrémité arrière une hélice



Toujours présent, le Rocher de Gibraltar domine les opérations.

et contient un cylindre recouvert d'un papier quadrillé ; un mouvement d'horlogerie fait tourner l'ensemble à une vitesse constante. De chaque côté et à égale distance, deux stylets se trouvent en contact avec le papier. D'autre part, à l'intérieur, un mécanisme comprenant quatre stylets contenant des encres de couleurs différentes, est actionné par l'hélice qui tourne elle-même sous l'effet du courant. Ces courantomètres étaient immergés à des profondeurs de 10, 50, 200 et 400 mètres de manière à dresser, dans cet espace marin, un tableau des mouvements des courants à des profondeurs différentes.

En plus de cette prospection de la mer elle-même, d'autres mesures météorologiques étaient effectuées dans l'atmosphère ; elles impliquaient l'adaptation d'un instrument destiné normalement à être utilisé uniquement en milieu marin, la modification étant une trouvaille du capitaine Guibout de l'équipe océanographique. A l'aide d'une gamme de thermomètres secs et humides, il est possible d'établir une courbe du degré d'humidité de l'atmosphère. Comme il existe une corrélation entre l'atmosphère et la surface de la mer, dont la formation des vagues est la conséquence, ce chapitre de la météorologie revêt un grand intérêt pour les océanographes.

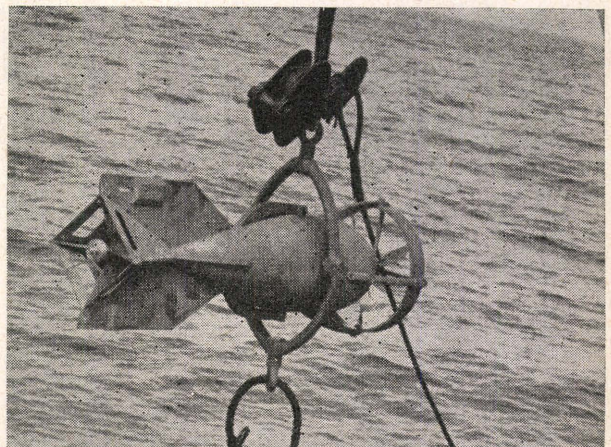
Tel était en un sens l'essentiel du programme de travail que les chercheurs allaient suivre dans les semaines à venir, et, de la façon dont nous l'avons décrit, il paraît se réduire à un travail de routine relativement simple. Mais l'analyse et l'interprétation des données acquises peuvent facilement prendre trois ans tant est grande la précision et méticuleux le soin avec lesquels se préparent les expéditions futures et s'édifie dans ce domaine un

ensemble de connaissances. De plus, si le processus semble d'une grande simplicité, les conditions dans lesquelles le travail se poursuit sont telles que toute possibilité de succès peut s'éloigner ou même être complètement détruite.

CONTRE VENT ET VAGUES

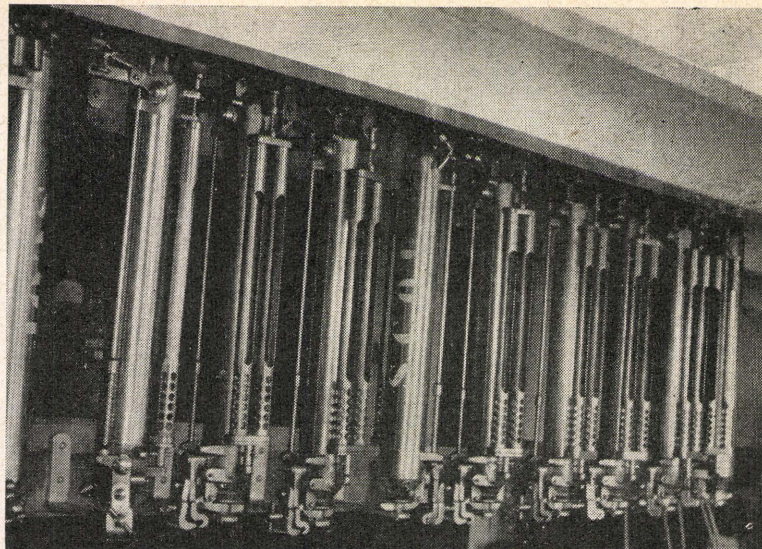
Ainsi, quand la *Calypso* jeta l'ancre à l'emplacement même où, trois ans auparavant, le *Pr Lacombe* avait effectué ses premiers travaux, le mauvais temps s'était levé et le résultat du premier jour et de la première nuit de travail fut pratiquement perdu. Bien que lestée de près de 400 mètres de chaîne, l'ancre, entraînée par les courants, n'avait pu atteindre le fond, et pendant la nuit le navire avait dérivé de plus de trois kilomètres. Les câbles

Ce curieux appareil aux allures de torpille est de conception française.





Le Pr Mosby à bord du " Helland Hausen " qui était, avec la Calypso, la plus petite des six unités.

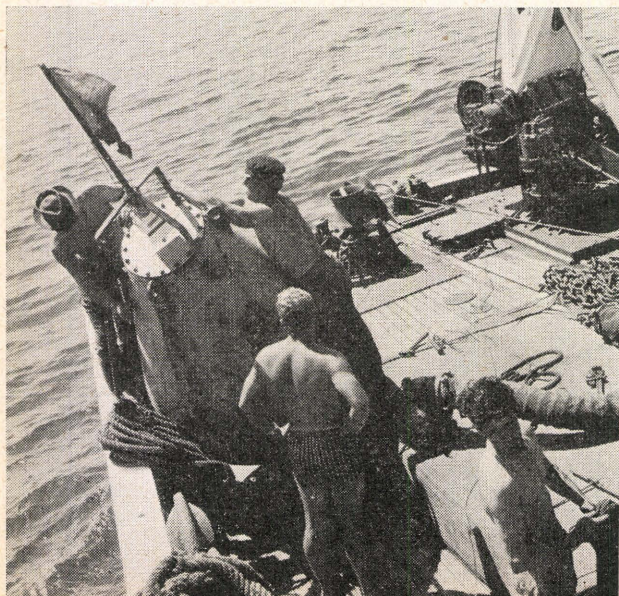


Bouteilles d'Ekman, outils de l'hydrologie. Leur contenu détient la clé du caractère réel des océans.

suspendus à intervalles réguliers autour du bateau s'étaient emmêlés et, pour comble, le moteur électrique du treuil principal s'arrêta comme on ramenait l'ancre. On câbla des messages à Gibraltar pour remplacer le moteur ; et, en attendant, ce fut le règne de l'improvisation. On suspendit comme on put d'autres câbles et l'étude de la dynamique de l'océanographie se poursuivit sans arrêt.

A n'en pas douter, les caractéristiques de l'océanographe doivent être la patience, la bonne humeur et une solide aptitude au travail de force. Ces contretemps sont d'ailleurs prévus dans le train-train quotidien et, pour venir à bout de celui-ci, le personnel scientifique et l'équipage se relayèrent par équipes toute la nuit, les matelots travaillant avec la tranquille efficacité que donne une longue pratique, et tout en échangeant des plaisanteries avec l'accent de Marseille d'où ils étaient presque tous originaires.

L'activité ne cesse pas : des membres de l'équipage préparent le largage d'une bouée de signalisation.



Que dire du tableau d'ensemble dont on étudiait les détails ? Le thème central était la détermination des « centres orageux ». Ils ont pour origine les variations des niveaux de la mer dues à la pression barométrique. Les conséquences de ces phénomènes affectant particulièrement la navigation dans la mer du Nord, des recherches sur leur origine y avaient déjà été conduites. Mais, sur ce point, la Méditerranée avait été moins explorée. Comme ils ne se produisent qu'à un seul endroit, dans l'étranglement du détroit de Gibraltar, cette zone marine revêt une importance particulière pour les chercheurs.

TROIS FACTEURS

Les travaux de mesure entrepris par le Pr Lacombe, au cours de l'Année géophysique internationale, avaient montré qu'il existait une corrélation entre trois facteurs : l'afflux net d'eau en un jour, la distribution de la pression barométrique dans la partie ouest de la Méditerranée et, enfin, le niveau moyen de cette mer.

La déperdition d'eau par évaporation dans la Méditerranée n'est pas compensée par les chutes de pluie et l'apport des rivières. Le déficit est comblé par les eaux qui affluent de l'océan Atlantique. Non seulement le niveau de la Méditerranée reste constant, mais la salinité ne varie pas. Comment s'explique cet équilibre ? Il provient de ce que le volume d'eau venu de l'Atlantique remplace un volume moindre des eaux plus salées de la Méditerranée. Elles sont aussi plus denses et s'écoulent à un niveau plus profond que celui où se situe l'afflux d'eau de l'Atlantique. Les mesures donnent des chiffres astronomiques ; tout au long de l'année, l'apport moyen de l'Atlantique est probablement de l'ordre d'un million de m³ par seconde. Analyser et déterminer l'« afflux net » est un problème d'autant plus complexe que les marées des deux

Délicate opération. Le Professeur Lacombe, directeur de l'expédition, manie le treuil tandis que le capitaine Guibout téléphone des instructions.

océans produisent des courants de marée qui se superposent au mouvement normal de la mer. Et l'océanographe ne tient pour valables que les mesures effectuées pendant la durée totale d'une marée complète, prise à des profondeurs différentes et sur une longue période.

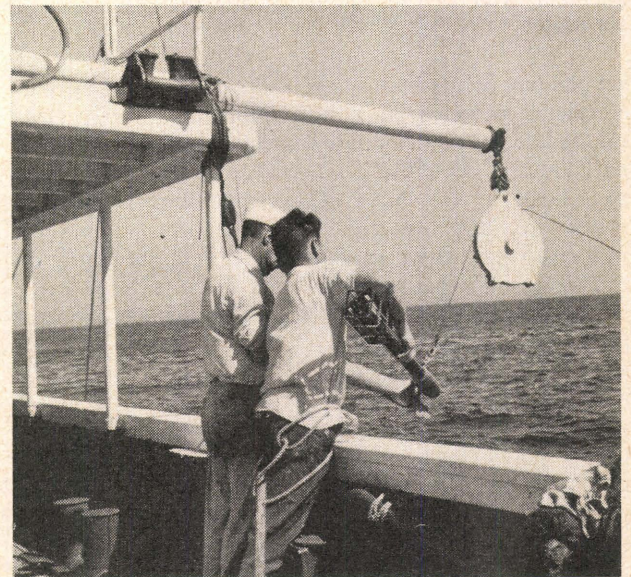
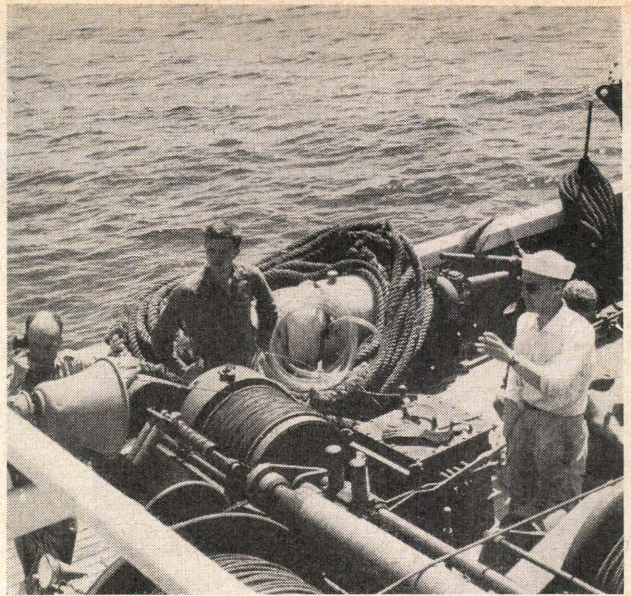
De plus, le « mur » que forme la rencontre des eaux de l'Atlantique et de la Méditerranée change de profondeur avec la marée ; à certains endroits du détroit de Gibraltar, cette profondeur varie entre 18 et 90 mètres. Ajoutons que les caractères de ces vagues internes sont très différents à l'intérieur d'une zone limitée. De sorte que, seules le plus de mesures effectuées simultanément en plusieurs points donneraient une vue d'ensemble exacte de ce phénomène. L'étude du détroit de Gibraltar comporte le relevé de ces mesures aussi bien pendant les marées de morte-eau que pendant les marées de vive-eau, ce que faisaient les six navires océanographiques tant en longitude qu'en latitude.

Ces mesures hydrologiques effectuées toutes les deux heures pendant toute la durée de l'expédition, sont la raison d'être de son programme d'étude. Mais il ne faut pas pour autant sous-estimer les mesures courantes qui fournissent un tableau des mouvements des eaux dans cet espace marin. La pression atmosphérique varie avec une grande rapidité, et c'est d'elle que dépend la « dynamique » générale de la Méditerranée ; elle agit comme une pompe ordinaire dans laquelle une diminution de la pression entraîne une admission par aspiration, et vice-versa.

Quant au second facteur, le phénomène de la pression barométrique, son étude se fonde en premier lieu sur les observations que transmettent les stations météorologiques de la région. Si on considère, pris isolément, les éléments qui agissent sur le niveau de la mer, ce phénomène est peut-être le plus déterminant, sans pour autant qu'il faille sous-estimer la force du vent et même l'action des courants. Mais on se rend compte de son importance quand on pense qu'une différence de pression d'un millibar change le niveau de la mer d'un centimètre. Enfin, le niveau moyen de la mer ou mouvement de la marée entre en jeu également, et les différentes stations météorologiques dispersées autour de la Méditerranée et dans la région avoisinante de l'Atlantique, collaborent avec les océanographes en leur fournissant tous les renseignements dont elles disposent.

Le but des chercheurs est de définir des facteurs dont la mesure ne présente pas de difficultés et qui, observés tous les jours pendant une longue période, permettraient de dresser un tableau

Le Professeur Lacombe et l'un des membres de son équipe calculent l'angle d'inclinaison de deux câbles, lequel influence l'interprétation des renseignements.



Récupération d'un thermomètre de profondeur. Cet instrument indique simultanément la température et la pression de l'eau.



de la dynamique des eaux du détroit de Gibraltar. Des observations, conduites simultanément, des niveaux de la mer des deux côtés du détroit, constituent évidemment un de ces facteurs. Ces derniers donnent des renseignements sur l'afflux net d'eau.

Enfin, l'évaporation des eaux des océans constitue un problème encore peu étudié. Les observations de l'expédition qui s'y rapportent pourraient peut-être s'étendre à d'autres régions. Dans ce contexte, l'OTAN patronne une autre campagne océanographique sous la direction du Pr Mosby ; elle se déroulera dans l'espace marin qui s'étend entre les îles Shetland et les Feroe et tirera certainement parti des résultats des opérations menées à Gibraltar. Du reste, on peut affirmer que toutes ces études, actuellement entreprises, ne présentent pas seulement un intérêt géographique pour la région en cause, mais qu'on pourra en tirer des leçons fondamentales pour la compréhension de la physique océanographique dans son ensemble.

UNE PARMIS D'AUTRES

L'expédition de Gibraltar n'est qu'une des entreprises nombreuses de recherches scientifiques

internationales que patronne l'OTAN dans le cadre de son programme de subventions à la recherche. Ce programme est fort ouvert et couvre des domaines tels que les mathématiques, la biologie, la physique et la chimie. Toutefois, le Comité scientifique de l'OTAN a marqué l'intérêt tout spécial qu'il porte à l'océanographie en créant, pour s'en occuper, un sous-comité spécial, composé de délégués des pays membres, ce qu'il n'a jusqu'ici pas fait pour d'autres matières. De plus, c'est en ce domaine surtout qu'un certain degré de coopération internationale est indispensable. Divers aspects de la science prennent progressivement une telle ampleur qu'il est désormais impossible à un pays isolé d'en entreprendre l'étude sans le concours d'autrui. L'océanographie, à cet égard, est l'exemple idéal des bénéfices que peut tirer la Communauté atlantique de la coopération internationale.

WYNDHAM HARRIS.

(Photos Nouvelles de l'OTAN)



PARLEMENTAIRES DE L'OTAN A OTTAWA

Le Comité permanent de la « Conférence des Parlementaires de l'OTAN » se réunira à Ottawa du 3 au 8 juillet. Parmi les questions à l'ordre du jour figurent :

- les décisions prises à la dernière session ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord à Oslo ;
- les progrès réalisés au sein des pays membres en ce qui concerne la création de « commissions de citoyenneté de l'OTAN » ;
- les sujets à discuter lors de la 7^e session de la Conférence prévue pour la semaine précédant le 13 novembre.

VISITE DES BASES AMÉRICAINES

A l'invitation du Gouvernement des Etats-Unis, trente parlementaires en provenance de divers pays européens de l'OTAN et du Canada visiteront les bases militaires américaines, notamment :

- l'Académie de la Force aérienne à Colorado Springs ;
- la « Kirtland Air Force Base » à New Mexico ;
- le Camp Pendleton à San Diego, Californie ;
- la base de missiles du Pacifique à Los Angeles ;
- la base aérienne de Carewell au Texas ;
- le Q.G. de SACLANT, en Virginie ;

La visite se terminera à Washington DC où les Parlementaires se rendront au Pentagone, puis seront reçus par le Président Kennedy à la Maison Blanche.

NOUVELLES SUBVENTIONS OTAN POUR LA RECHERCHE

(Une première liste a paru dans les « Nouvelles de l'OTAN » du mois d'avril.)

Dr J. BROSEL (Paris) :

Etude de la résonance magnétique dans les états atomiques excités obtenus par un bombardement électronique.

Pr L. VILLA (Milan) :

Etudes sur la caractérisation physico-chimique de l'acide désoxyribonucléique (DNA) provenant de leucocytes humains.

Dr G. RIGHINI (Florence) et

Pr C. MACRIS (Athènes) :

Achat du matériel nécessaire pour étudier la physique solaire.

Pr R. MAGARIA (Milan) :

Etude de l'activité électrique du diaphragme.

Pr S. RANZI (Milan) :

Etude sur les effets des extraits biologiques sur le développement des cellules de l'embryon.

Dr A. SAPLAKOGLU et

Dr S. ELCI (Ankara) :

Etude de la qualité des récoltes en fonction du type de terrain.

Pr A. N. TERZIOGLU (Istanbul) :

Achat de livres et revues pour une bibliothèque de mathématiques.

Pr V. d'ANCONA (Venise) :

Achat de matériel pour des études d'hydrologie dans l'Adriatique.

Dr M. WITUNSKI (St Louis, U.S.A.) :

Observations pendant une éclipse de soleil.

Département de l'Agriculture (Ankara) :

Achat de matériel pour un laboratoire d'isotopes.

Pr J. ROCHE (Paris) :

Recherches sur les guanidines monosubstituées d'origine biologique, leurs dérivés phosphoriques et leurs liaisons riches en énergie.

Pr M. DELBRUCK (Cologne) :

Etude des modifications photochimiques de l'acide désoxyribonucléique (DNA).

Pr I. RIZZI (Bari) :

Etude de la leucémie et de la carcinogénèse chimique.

Dr P. DOHRN (Naples) :

Poursuite des recherches maritimes à la station zoologique.

Pr M. FARO (Lisbonne) :

Etude de l'analyse harmonique généralisée.

Dr A. J. SOUTHWARD (Plymouth) :

Etudes sur la physiologie et l'écologie des mollusques.

Pr C. F. POWELL (Bristol) :

Etudes en coopération des rayons cosmiques au moyen de ballons.

Dr A. T. J. DOLLAR (Londres) :

Expéditions à l'île Jan Mayen pour étudier les conditions géologiques et glaciologiques.

Pr P. GROEN (Bilt, Pays-Bas) :

Achat de matériel pour l'enregistrement des vagues.

Pr W. HANSEN (Hambourg) :

Poursuite d'études sur les problèmes de la « post-vision ».

Dr O. DAHL (Bergen) :

Expériences préparatoires en laboratoire sur les principes applicables à la détermination de la température et de la densité de l'eau de mer, grâce à l'utilisation de bouées océanographiques.

Dr O. DAHL (Bergen) :

Réalisation de la seconde partie du projet de bouées.

Pr H. LACOMBE (Paris) :

Mesure des courants dans le détroit de Gibraltar.

Pr H. MOSBY (Bergen) :

Traitements pour des associés de recherches participant aux activités océanographiques de l'OTAN.

Pr H. MOSBY (Bergen) :

Mesure des courants dans le détroit Feroe-Shetland.

M. R. C. HARDWICK (Cambridge) :

Expédition botanique de l'Université de Cambridge dans les monts du Pinde.

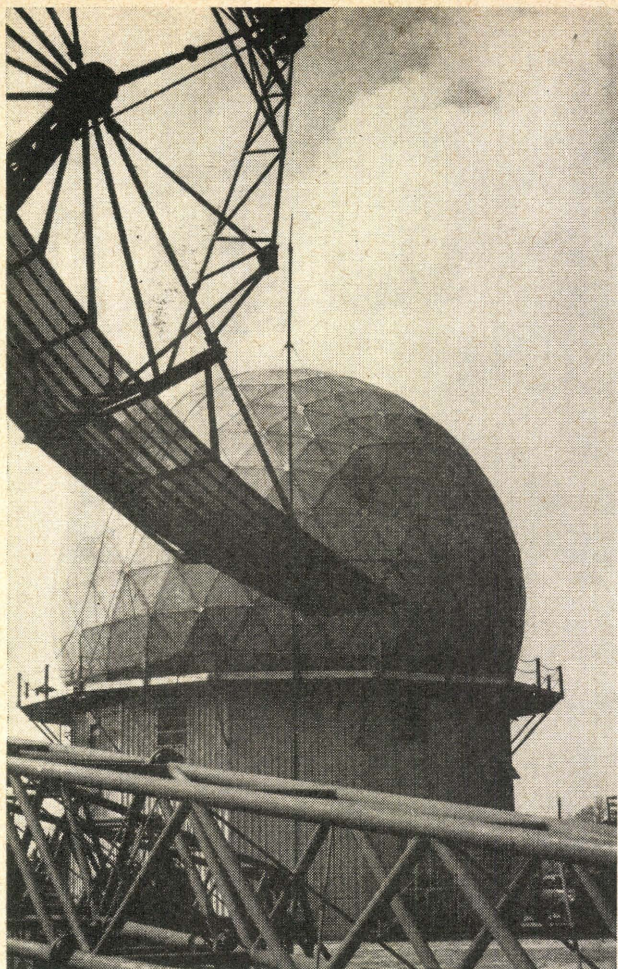
Pr S. LISSITZKY (Marseille) :

Etude de la toxicité des venins de scorpions.



DÉFENSE DU CIEL EUROPÉEN

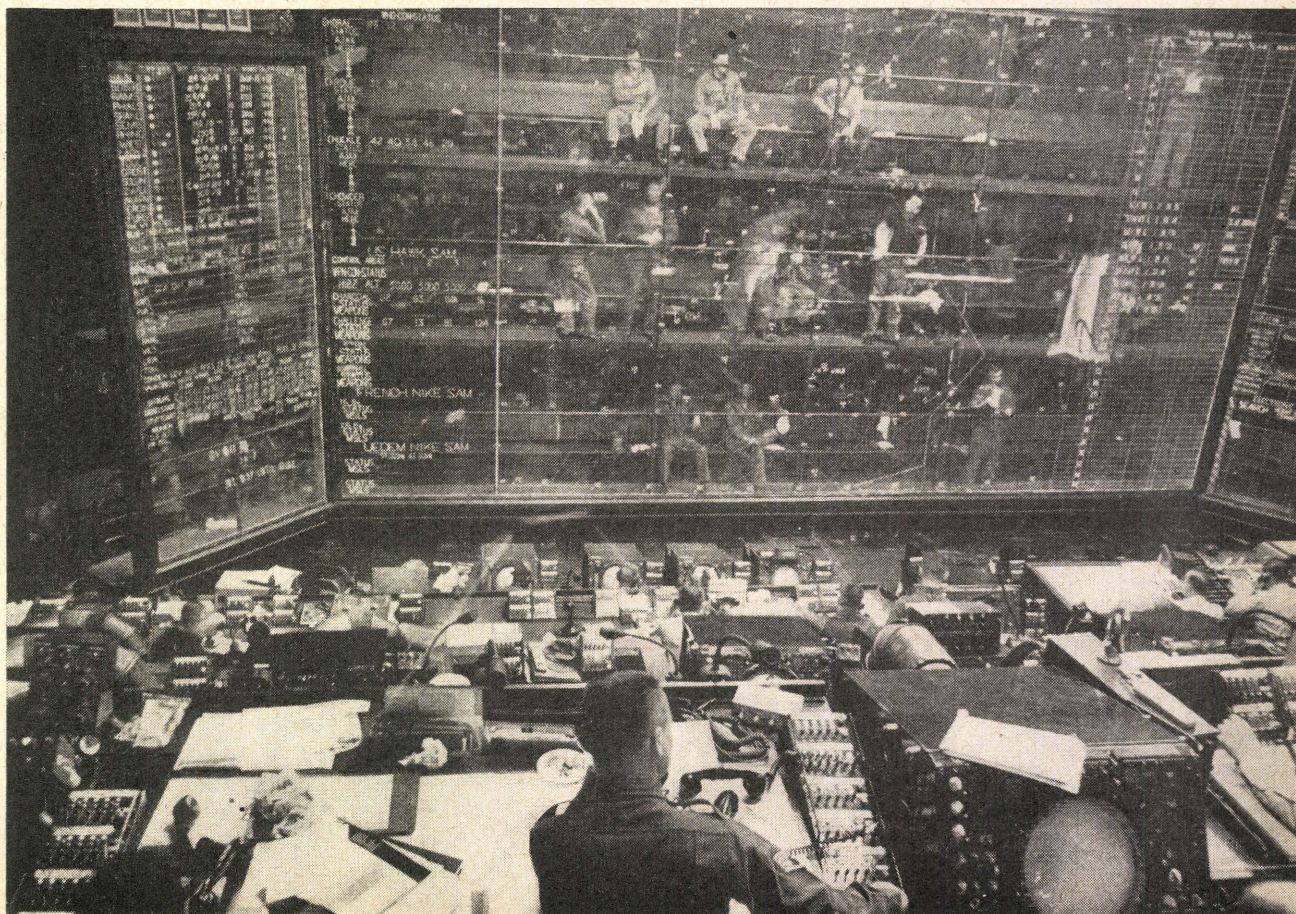
EXERCICE CO-OP

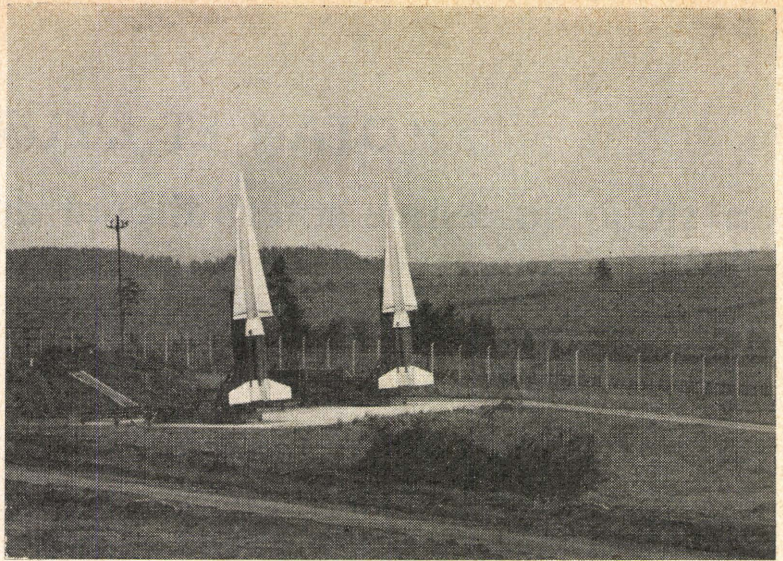
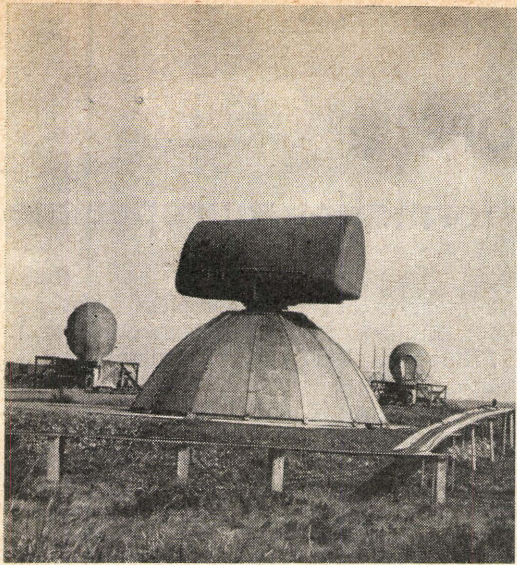


Le système de défense aérienne de l'Europe est toujours en état d'alerte et des répétitions générales ont lieu régulièrement. Ainsi, les 6 et 7 juin derniers, plus de mille avions, appartenant à neuf pays de l'OTAN, ont participé à l'exercice CO-OP. Il s'agissait d'une des opérations combinées les plus importantes et les plus réalistes qui aient jamais été organisées par les forces aériennes alliées du Centre-Europe, qui sont placées sous le commandement du maréchal de l'air britannique, the Earl of Baudon. Les « envahisseurs » arrivèrent de la Norvège, du Danemark, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie. Des avions belges, français, allemands, canadiens, anglais et américains allèrent à leur rencontre. L'alerte fut donnée par les installations radar qui s'étendent de la Baltique à la Méditerranée et les bases de fusées Nike des 2^e et 4^e ATAF (Allied Tactical Air Force) s'apprêtèrent à lancer leurs engins mortels.

Ce fut en 1956 que les membres de l'OTAN proclamèrent la nécessité absolue d'obtenir une coordination totale des moyens de défense aérienne de l'Europe. Des exercices comme celui baptisé CO-OP permettent de se rendre compte des progrès obtenus et de réaliser les modifications nécessaires. L'Europe est divisée en plusieurs centres opérationnels, qui ont chacun une région déterminée à défendre.

Les radars du système d'alerte avancée de l'OTAN veillent nuit et jour sur le ciel européen. Tous les renseignements sont transmis par radio aux centres opérationnels, où les Commandants d'opérations sont assis dans leur salle de contrôle (ci-dessous) et peuvent suivre les développements de la situation sur des cartes murales en plexiglass. Derrière ces cartes, des spécialistes circulent pour y indiquer l'emplacement exact de chaque envahisseur et sa vitesse approximative.





Des radars spéciaux sont utilisés pour fournir aux bases NIKE des détails précis sur leurs cibles. (A droite) deux fusées NIKE Hercules sont en position de départ, leur vitesse atteint trois fois celle du son et leur système de guidage électronique fait rarement défaut. Les soldats qui s'occupent de ces fusées prennent refuge dans un abri anti-explosif avant que le Commandant de la batterie n'appuie sur le bouton de mise à feu.

Les trois photos ci-dessous illustrent la vie des pilotes alliés qui sont de service. En attendant l'alerte, ils passent le temps en bavardant ou en jouant aux échecs; mais dès que l'ennemi est signalé, ils se précipitent vers leurs avions et dans l'espace de quelques minutes sont déjà partis à la rencontre des envahisseurs. Sur la photo du bas, deux F 102 américains viennent de s'envoler. Ce sont les avions de chasse à réaction les plus rapides actuellement à la disposition des Forces de Défense Aérienne de l'OTAN. Parmi les autres avions, il y a des Javelins de la RAF, des Mystères français, des Sabres allemands, des CF 100 canadiens, des Hawker Hunters hollandais et belges. Le premier objectif de ces avions de chasse est d'empêcher l'ennemi d'atteindre les forces de représailles occidentales, qui sont constituées par le Bomber Command britannique et le Strategic Air Command américain.



“ OTAN ET L'EUROPE ” :

un stage du centre international de formation européenne

Du 10 au 16 mai, un stage consacré à « l'OTAN et l'Europe » a été organisé par le Centre international de formation européenne, au château de la Brévière, près de Compiègne. Désignés par leurs autorités nationales, une soixantaine d'officiers, appartenant aux six pays de la Communauté européenne, y participaient. C'était la seconde fois que le Centre international de formation européenne organisait un stage sur ce sujet, puisqu'en juin 1960 une première expérience — aux résultats encourageants — avait eu pour cadre le Centre national d'éducation populaire, à Marly-le-Roi.

En l'absence de M. Alexandre Marc, président du Centre international de formation européenne, en voyage aux Etats-Unis, ce stage fut dirigé par M. Guy Héraud, professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg. L'objectif d'une telle réunion se dégage des thèmes des conférences :

— **Devant le défi global**, par M. J.-P. Gouzy, directeur administratif du CIFE.

— **Le défi militaire**, par le général Pierre Gallois, ancien chef d'état-major air du SHAPE.

— **La défense du monde libre dans son ensemble**, par le général Valluy, ancien commandant en chef du secteur Centre-Europe.

— **Aspects conventionnels du défi militaire**, par le général Carpentier, ancien commandant des forces terrestres du secteur Centre-Europe, directeur de la « Revue Militaire Générale ».

— **Le patrimoine commun**, par M. Guy-Willy Schmeltz, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

— **Les problèmes du sous-développement dans le monde**, par M. Guy-Willy Schmeltz.

— **Les institutions européennes existantes et le rôle des communautés**, par M. Guy Héraud.

— **L'OTAN et l'Europe**, par M. Michel Mouskhely, professeur à la Faculté de droit et à l'Institut de sciences politiques de Strasbourg.

— **La nouvelle politique soviétique**, par M. Léo Moulin, professeur au Collège d'Europe de Bruges.

— **Possibilités et perspectives de l'OTAN**, par M. Claude Delmas, du secrétariat international de l'OTAN.

— **Les structures fédérales comme réponse aux problèmes d'aujourd'hui**, par M. Guy Héraud.

Chaque conférence était suivie d'un débat, puis les stagiaires travaillaient en commissions.

Quatre idées essentielles ont dominé les exposés et les travaux.

I. — L'unification de l'Europe ne peut pas trouver sa fin en elle-même, mais vaut surtout en tant que facteur de renforcement d'un système de

solidarités régionales au sein du complexe global des solidarités atlantiques. La pire des erreurs serait d'opposer l'Europe et l'OTAN, en arguant du fait que les solutions envisagées pour l'une ne sont pas imaginables pour l'autre dans l'état actuel des esprits et des forces. En fait — et M. Mouskhely devait y insister — l'OTAN a permis le relèvement de l'Europe, la mise en chantier de la construction européenne, cependant que l'Europe, prenant mieux conscience d'elle-même, s'organisant et s'engageant sur la voie de l'unification, a renforcé la Communauté atlantique. Mais — et M. Mouskhely n'a laissé aucun doute sur ses sentiments — nous nous trouvons aujourd'hui devant deux insuffisances. Tout d'abord, en raison de son caractère intergouvernemental, l'OTAN éprouve des difficultés à bâtir cette stratégie globale qui serait seule capable de s'opposer efficacement au défi soviétique (ce qui met en question les éventuelles révisions de l'Alliance), ensuite, en raison de ses divisions et du maintien des souverainetés nationales, l'Europe représente une des raisons de la faiblesse de l'OTAN (ce qui met en question l'édification d'une Europe politique qui ne soit pas la simple juxtaposition de souverainetés nationales). Il n'y a maintenant pas de limites entre la guerre et la paix, et c'est pourquoi l'harmonisation des politiques étrangères des pays membres de l'OTAN est un impératif, pourquoi aussi il faut envisager un élargissement géographique et fonctionnel de l'OTAN, dont la force est, dans une grande mesure, fonction de l'unification de l'Europe — étant entendu que l'OTAN et l'Europe sont « organiquement et vitalement liées ».

II. — La substitution de la coexistence pacifique à la guerre froide ne signifie pas que l'U.R.S.S. ait renoncé à ses objectifs. Placés devant le « risque total » de représailles nucléaires sur leur propre territoire s'ils déclenchaient une agression, les dirigeants soviétiques ont reculé, et ils ont mis au point de nouvelles tactiques pour tenter d'atteindre les mêmes objectifs sans courir le risque de représailles. C'est l'ensemble de ces nouvelles tactiques qui constitue la coexistence pacifique. M. Léo Moulin, s'en tenant aux textes eux-mêmes, montra qu'il n'était pas possible de parler d'une « nouvelle politique » soviétique : seules les tactiques ont changé. Mais, sur le plan militaire — et ce fut le thème des exposés des généraux Valluy et Carpentier — de nouveaux problèmes se posent aux Occidentaux. La doctrine de la dissuasion avait été élaborée au temps de la supériorité nucléaire américaine. Elle a parfaitement répondu à ce que l'on attendait d'elle, puisque, grâce à elle, la paix a été sauvée. Mais à la supériorité américaine a succédé la parité russo-américaine, et la dissuasion, si elle conserve toute sa valeur en tant que principe, doit être assouplie quant aux moyens dont elle dispose. Le risque de conflit conventionnel s'est aggravé : les Occidentaux, s'ils restaient enfermés dans la formule « tout ou rien » (ou une guerre

thermonucléaire ou pas de guerre) risqueraient de se trouver devant des conflits auxquels ils ne pourraient pas faire face faute d'avoir bâti un arsenal aussi diversifié que la menace. Certains pensent que l'équilibre des forces entre les Etats-Unis et l'Union soviétique — ce que l'on a appelé « l'équilibre de la terreur » — rend tout conflit, même conventionnel, improbable, sinon même impossible aussi longtemps que l'U.R.S.S. ne décidera pas de déclencher une guerre générale. D'autres — et sur ce point les généraux Valluy et Carpentier rejoignent MM. Nitze et Kissinger — estiment au contraire qu'en « jouant » sur le rapport enjeu-risque, ainsi que sur le seuil de nucléarisation d'un conflit limité, l'U.R.S.S. a aujourd'hui la possibilité de provoquer des conflits conventionnels auxquels nous devons être capables de faire face avec les moyens appropriés (y compris, le général Valluy y a insisté, dans le domaine subversif).

III. — Toute appréciation des possibilités et des perspectives de l'OTAN n'est réaliste que si elle repose sur la nature même de l'OTAN. Il est facile d'imaginer ce que pourrait être une « OTAN idéale » : nous devons raisonner en fonction de ce qu'est l'OTAN, non de ce qu'elle pourrait être. Trois traits lui confèrent sa personnalité. C'est tout d'abord une organisation non pas supranationale, mais intergouvernementale, ce qui implique qu'elle ignore les aliénations de souveraineté et ne connaît que la règle de l'unanimité. C'est ensuite un pacte régional sur le plan militaire. C'est enfin, sur le plan politique, un pacte à vocation mondiale. Dans l'état actuel des choses, il paraît exclu que l'on puisse sérieusement envisager une transformation de l'OTAN dans le sens de la supranationalité, ou une extension du champ géographique des engagements militaires pris par les pays membres. Mais — on en a la preuve par la signification des articles 2 et 4 du Traité de Washington, par le « Rapport des

trois Sages », de 1956, comme par les premiers résultats obtenus dans la mise au point du « plan de dix ans » — l'OTAN peut être considérablement renforcée par un développement de la consultation politique, cette consultation étant un moyen par lequel on peut arriver à la coordination des politiques étrangères des pays membres. L'essentiel réside ainsi dans une nouvelle prise de conscience, par les gouvernements, des impératifs de la solidarité atlantique : l'idéal est d'arriver à ce que cette notion de solidarité atlantique devienne un facteur fondamental de motivation des politiques nationales.

IV. — Si les structures fédérales peuvent apporter la solution aux problèmes européens, il serait utopique d'envisager, toujours dans l'état actuel des choses, un « Etat fédéral atlantique ». M. Guy Héraud s'attacha à bien différencier les notions d'interétatisme, de supranationalité, de fédéralisme, qui sont trop souvent confondues. Il n'était pas question pour lui de prôner des structures fédérales pour la Communauté atlantique, mais, au-delà de l'intérêt que présentait son exposé sur le plan scientifique, il était nécessaire que les problèmes d'organisation de la Communauté atlantique fussent posés sur des bases solides, car la confusion dans les mots n'est souvent que l'expression de la confusion dans les idées.

Venus des six pays qui constituent le noyau de l'Europe en formation, soixante officiers se sont ainsi trouvés devant des problèmes qu'ils connaissaient, certes, mais qui gagnent à être étudiés dans une perspective « atlantique ». Sans aucun dogmatisme, loin de toute propagande, avec le souci constant des confrontations, ils ont pu ainsi prendre mieux conscience de ce qu'est, de ce que peut, ce que veut l'OTAN. Un autre stage, sur les mêmes thèmes, réservé aussi à des officiers des six pays de la Communauté européenne, aura lieu du 19 au 25 novembre à l'« Europa-Haus » de Marienberg.



A. F. C. A.

Le 15 mai a eu lieu la réunion mensuelle du Comité directeur au cours de laquelle on procéda au dépouillement des votes de l'Assemblée générale du 19 avril. M. Pierre Mahias, Secrétaire Général et M. Gabriel Ferrier, Trésorier, ont été réélus. Le Président et les vice-présidents seront élus lors du prochain comité.

D'autre part, l'AFCA a organisé le 18 mai un cocktail à l'Union interalliée pour 60 membres du British Atlantic Committee.

Le 30 mai, un groupe de trente cadres de la Compagnie Saint-Gobain, sous la conduite de M. Armand de Vogüé, Président Directeur Général de la Compagnie, ont fait une visite à l'OTAN où ils furent accueillis par M. François D. Gregh, Secrétaire Général adjoint pour les Affaires économiques qui leur a fait un exposé suivi de questions.

Enfin, le 7 juin, l'AFCA a organisé un déjeuner-débat sur le thème : « Où va la science occidentale » sous la présidence du Général Valluy, avec la participation de MM. L. Armand, P. Auger, R. Nungesser et P. Piganiol.

Le 10 juin un groupe de 80 cadres de la Mobil-Oie Cie et des pétroles B.P. ont également fait une visite à l'OTAN.

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

La visite de M. Stikker aux États-Unis

M. Dirk U. Stikker, Secrétaire Général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, s'est rendu en visite officielle à Washington du 13 au 16 juin, sur l'invitation du Secrétaire d'Etat américain. Cette visite était la première que le nouveau Secrétaire Général effectuait aux États-Unis depuis sa nomination au début de l'année. A l'occasion de cette visite, le Secrétaire Général a rencontré le Président des États-Unis, le Secrétaire d'Etat Dean Rusk, le Secrétaire au Trésor M. Dillon, le Secrétaire à la Défense M. McNamara ainsi que d'autres membres du gouvernement américain.

Le Secrétaire Général a pris également contact avec le Comité Militaire en Session Permanente, ainsi qu'avec le Groupe Permanent. Les 16 et 17 juin, M. Stikker a visité le quartier général de l'Amiral Robert N. Dennison, Commandant Suprême des Forces Alliées de l'Atlantique à Norfolk, avant de rentrer à Paris.

M. Thomas K. Finletter, ambassadeur, Représentant permanent des États-Unis auprès du

Conseil de l'Atlantique Nord a participé aux consultations du Secrétaire Général.

Le nouveau Représentant permanent du Portugal

M. Vasco da Cunha a été nommé Représentant permanent du Portugal auprès du Conseil de l'Atlantique Nord en remplacement de M. A. de Faria, nommé ambassadeur auprès du Saint-Siège.

M. da Cunha est né à Lisbonne en 1900 et est docteur en droit de l'Université de Lisbonne. Au cours de sa carrière diplomatique qui débuta en 1921, M. da Cunha a occupé des postes au Vatican, au Mexique, au Brésil, en Espagne, au Maroc et à Londres de même qu'au ministère portugais des Affaires étrangères.

Depuis la guerre, M. da Cunha a été Consul Général à Tanger de 1945 à 1947 et finalement ambassadeur auprès du Saint-Siège de 1957 à 1961. M. da Cunha est détenteur de nombreuses distinctions honorifiques étrangères.

COMMANDEMENTS ET ORGANISMES DE L'OTAN

Commandement Suprême Allié en Europe

CHANGEMENT DE COMMANDEMENT NAVAL

Le contre-amiral Gerhard Wagner, de la Marine allemande, a été nommé Commandant des Forces Navales alliées de la zone Nord (Centre-Europe) en remplacement du contre-amiral M. S. Townsend de la Royal Navy, atteint par la limite d'âge.

LE NOUVEL ADJOINT-AIR DE SACEUR

Le Général Samuel E. Anderson, de l'Armée de l'Air américaine, a été nommé adjoint-Air auprès du Commandant Suprême Allié en Europe. Il prendra ses fonctions le 1^{er} août. Le général Anderson remplace le général Léon Johnson qui était adjoint-Air au SHAPE depuis 1958 et quitte, à présent, le service actif.

Commandement Suprême Allié de l'Atlantique

L'EXERCICE FAIR WIND SIX

Du 6 au 22 juin s'est déroulé dans la sous-zone de l'Atlantique Nord un exercice naval et aérien baptisé **Fair Wind Six**. Le but de cet exercice dirigé par le Commandant en chef de la région orientale de l'Atlantique était l'entraînement pratique de forces aériennes, sous-marines et de surface. Des unités danoises, hollandaises, norvégiennes et britanniques y prirent part. Après s'être livrées à des exercices de tirs pendant les dix premiers jours, ces unités se rendirent d'Invergordon au Danemark

tout en se livrant à des manœuvres avec le concours d'avions et de sous-marins.

AGARD

ONZIEME ASSEMBLEE GENERALE

Le Groupe consultatif de recherche et de développement aéronautiques (AGARD) a été invité par le Ministère norvégien de la Défense à tenir à Oslo, du 24 juillet au 2 août, sa onzième Assemblée Générale, ainsi que les réunions concomitantes de ses groupes de travail.

Une « table ronde » consacrée aux « aspects scientifiques de la technologie de l'Espace » sera organisée et traitera des communications dans l'espace, de la physique de l'espace et de la médecine de l'espace.

Le président de l'Assemblée, qui se tiendra à l'Université d'Oslo, sera le Dr. Theodore von Karman.

Trois groupes de travail se réuniront également à Oslo à cette occasion : le groupe sur la médecine aérospatiale, qui discutera des problèmes cardio-vasculaires et respiratoires de la médecine clinique aérienne et de la médecine spatiale ; le groupe de travail Avionics qui traitera de la micro-miniaturisation et de problèmes électroniques et le groupe de travail sur la Dynamique des Fluides, qui se préoccupera des aspects aérodynamiques du décollage et de l'atterrissage vertical ou sur courte distance, des aérodynamiques hypersoniques, des techniques visant à simuler les conditions de l'espace et de la dynamique magnéto-fluide.

Pour tous autres renseignements s'adresser à AGARD, 64, rue de Varennes, Paris.

DIXIÈME ANNIVERSAIRE

DU COLLÈGE DE DÉFENSE DE L'OTAN

LE Collège de Défense de l'OTAN a fêté le 16 juin le dixième anniversaire de sa fondation. C'est en juin 1957, en effet, que, sur une recommandation du Général Eisenhower, alors Commandant Suprême Allié en Europe, le Conseil décidait de la création de cette institution qui devait connaître un essor remarquable. Comme l'ont rappelé les « NOUVELLES DE L'OTAN » dans leur numéro d'avril 1960, ce Collège était destiné à former des hommes capables de s'adapter aux conditions particulières et nouvelles de la défense collective, d'élargir donc leurs horizons, d'embrasser des problèmes d'une ampleur sans précédent et d'assumer des responsabilités souvent écrasantes. Depuis dix ans, le Collège de Défense de l'OTAN a bien rempli sa mission. Plus de mille auditeurs, désignés par presque tous les pays de l'Alliance, militaires pour la plupart, mais civils aussi, ont suivi ses sessions et ont été, on peut l'écrire, marqué par son empreinte.

C'est cette œuvre, à bien des égards remarquable, que magnifièrent les différents orateurs qui prirent la parole au cours de la cérémonie qui eut

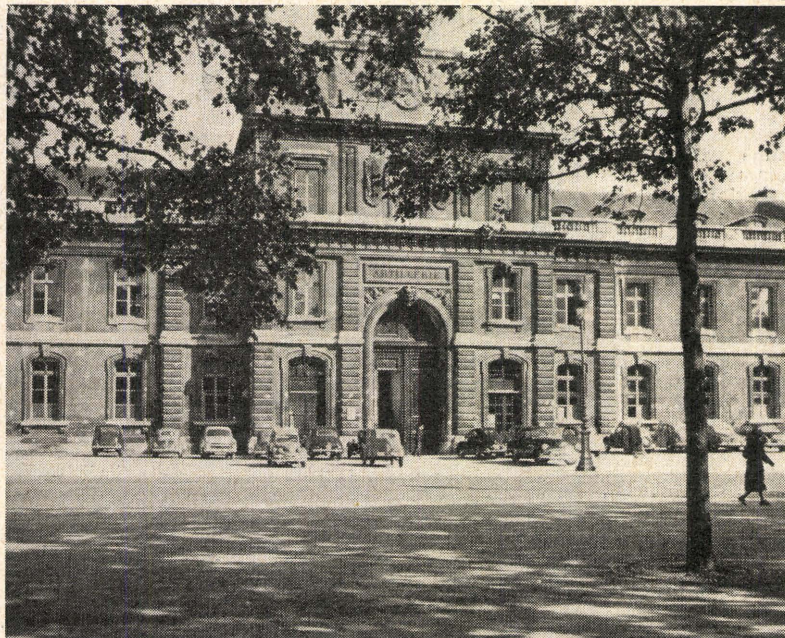
lieu au Siège de l'OTAN, Porte Dauphine : le Lieutenant-Général O. Harteon, Commandant du Collège, le Contre-Amiral Brooks, représentant le Président du Groupe permanent, l'Amiral Lemonnier, qui fut le premier Commandant du Collège et surtout Lord Attlee, Premier Ministre du Royaume-Uni à l'époque de la fondation du Collège.

Lord Attlee, Ancien Premier Ministre du Royaume-Uni, pendant son discours. On remarquera, à sa gauche, le Lieutenant-Général belge O. Hartéon, l'actuel Commandant du Collège.



En bas, à droite : une vue de la façade de l'Ecole Militaire de Paris.

En bas, à gauche : la plaque indicatrice du Collège. Le texte est malheureusement peu lisible sur la photo.



DOCUMENTATION

La nouvelle Communauté de l'Atlantique

Une conférence sur « La Politique Etrangère des Etats-Unis et les Responsabilités de l'Europe » s'est tenue récemment à Bologne. Parmi les participants se trouvaient Dean Acheson, Arthur Schlesinger et Raymond Aron. Le rapport préliminaire (1) a été présenté par le Prof. Hans J. Morgenthau, il comprend les chapitres suivants : les défis à relever au cours des années soixante et l'insuffisance de la réplique Occidentale, la Communauté Atlantique et le leadership américain, la Question de l'Allemagne, la Communauté Atlantique et les Nations de l'Europe Orientale, la Communauté Atlantique et les Nations non engagées. Voici deux de ces chapitres :

La Communauté Atlantique et le leadership américain

La Communauté Atlantique, en tant que force sociale unifiée, tire son origine des intérêts communs que l'on ne peut sauvegarder et promouvoir que par la coopération entre les Nations de l'Europe Occidentale et les Etats-Unis. Du fait de leur puissance prédominante, les Etats-Unis ont la responsabilité particulière de prendre des initiatives politiques et d'en diriger l'exécution. Les intérêts fondamentaux de la Communauté Atlantique sont : les uns temporaires tels ceux qui surgirent en répercussion de la deuxième Guerre Mondiale et furent traités avec succès par les initiatives américaines, les autres permanents et profonds qui reflètent une appartenance commune à la civilisation occidentale. Or les valeurs de cette dernière ne peuvent plus être sauvegardées par les nations agissant individuellement. Trois nouveaux facteurs qui dominent la scène internationale l'ont rendu impossible : les nations de l'Europe Occidentale ont été ramenées du rang de puissances mondiales à celui de puissances strictement européennes ; l'Etat nation, en tant que principe d'organisation politique, au regard des techniques de transmission, de transport et de guerre est dépassé ; le Communisme exerce, de l'intérieur et de l'extérieur, une pression sur la civilisation occidentale.

C'est la grande faillite de la Communauté Atlantique d'avoir été incapable de créer des institutions et de mettre au point des systèmes de coopération à l'échelle de l'étendue et de l'importance des intérêts communs de ses membres. C'est la grande faillite des Etats-Unis de n'avoir pas voulu conduire la Communauté Atlantique vers la création de telles institutions et la mise en œuvre de semblables systèmes de coopération. Ainsi donc la Communauté Atlantique n'a été capable de traduire dans des institutions et des modes d'action communs que le plus élémentaire de ses intérêts communs, celui de la défense militaire. Ses autres intérêts communs ont été laissés de côté ou n'ont reçu qu'une attention sporadique.

Si les institutions et les modes d'action de la Communauté Atlantique avaient été à l'échelle de la portée et de l'importance de ses intérêts communs et si l'influence exercée par les Etats-Unis avait été à l'échelle de leur puissance, la Communauté Atlantique aurait été bien près d'atteindre, si même elle ne l'avait pas atteint, le stade d'une confédération d'états fusionnant leurs activités les plus vitales dans les domaines de la politique étrangère, de la défense, des finances et de l'économie. Rien de pareil ne s'est produit, car les Etats-Unis se sont montrés incapables de jouer le rôle qu'ils eussent dû jouer en tant que membre prédominant de la Communauté Atlantique. Trois conceptions et idées traditionnelles sont responsables de cette faillite : la limitation de l'application directe de la puissance américaine à l'hémisphère occidental, le principe d'égalité et l'attitude militaire vis-à-vis de la politique étrangère.

Les deux occasions antérieures qui ont amené la puissance américaine à franchir les limites de l'hémi-

sphère occidentale présentaient ceci de particulier qu'elles permettaient à la puissance américaine de se retirer dans ses limites traditionnelles après qu'elle eût failli à s'établir solidement au-delà de ces dernières. La liquidation des conquêtes de la guerre Hispano-Américaine a virtuellement commencé sitôt après que ces conquêtes eussent été faites. L'insuccès de la tentative faite par Wilson d'établir solidement la démocratie dans le monde rendait sans objet la présence de la puissance américaine en Europe. La nature de la menace russe après la deuxième Guerre Mondiale ne laissait aux Etats-Unis comme seule solution rationnelle que d'établir ses forces en permanence à la périphérie de l'empire russe. Mais dans quelles conditions cette puissance aurait-elle dû s'établir ? Devait-on admettre la primauté de la puissance américaine, qui en bonne logique aurait réduit les Alliés de l'Amérique au statut de satellites, ou l'égalité de tous les membres de l'Alliance, qui, réalisée de façon idéale, aurait abouti à la coopération harmonieuse de nations de même mentalité. Cette alternative plaçait les Etats-Unis devant un dilemme.

La puissance américaine devait opérer non pas en pays conquis, où le vainqueur peut dicter la loi comme il le juge bon, mais sur les territoires de nations amies dont le consentement, sinon le désir, constitue la seule justification de la présence américaine. Le but de cette présence était la défense de la liberté et de l'intégrité territoriale des Alliés. Les Etats-Unis, en réduisant leurs alliés au statut de satellites, seraient allés à l'encontre du but même, motif de l'alliance réalisée avec les nations européennes. Par ailleurs, l'établissement de l'alliance sur la base d'une égalité complète n'était réalisable que dans l'hypothèse chimérique ou l'identité des intérêts entre les alliés et leur façon d'en prendre conscience étaient si parfaites qu'ils auraient été capables de poursuivre des buts communs par des mesures communes en coopérant sur un plan de liberté et d'égalité.

Entre les deux branches de cette alternative, les Etats-Unis ont choisi la dernière. Ils se sont refusés à faire peser sur l'alliance la supériorité de leur puissance au nom d'intérêts communs, imparfaits par nature et en concurrence avec d'autres intérêts divergents. Ils ont renoncé ainsi à la création d'un cadre commun de coopération organique et permanente entre alliés qui auraient dû abandonner leur statut d'égalité en échange de la protection collective de leurs intérêts essentiels. Quand les Etats-Unis ont quitté l'hémisphère occidental, ils ont emporté avec eux leur puissance militaire et économique, mais non pas leur imagination créatrice ni leur volonté de construire. De façon assez significative, cette imagination et cette volonté ont été appliquées — et d'ailleurs avec peu de succès — dans le domaine le plus étroitement lié à la tradition américaine au point de vue affaires étrangères : à savoir le domaine militaire, dont l'OTAN est actuellement le symbole plutôt pitoyable et fragile.

Le hasard a fait que les Etats-Unis sont sortis de la deuxième Guerre Mondiale comme la nation la plus puissante du monde et, par nécessité, ils ont assumé le rôle de guide de la Communauté Atlantique. C'est pourquoi leur volonté et leur esprit de résolution n'ont pas été à la hauteur de leur puissance, de leurs responsabilités et de l'occasion. Si ces attributs de l'Amérique avaient été le résultat d'un choix conscient et d'un vouloir délibéré, l'Amérique eût été intellectuellement et moralement préparée au moment où s'est présentée l'occasion choisie et désirée. Comme ils n'étaient pas préparés, les Etats-Unis ont abordé les missions incombant à la puissance prédominante de la Communauté Atlantique avec une humilité déplacée et une retenue injustifiée. Ils se sont refusés à prendre la tête là où personne d'autre ne pouvait le faire.

Ainsi la Communauté Atlantique est restée un fait social incomplet, incapable de devenir une réalité politique, et son unique manifestation concrète, l'OTAN, s'est mise à décliner. Le principe de l'égalité entre ses quinze membres, appliqué aux opérations politiques et au « planning » militaire d'ensemble de l'OTAN, a placé un obstacle virtuellement insurmontable sur la voie des politiques nouvelles à mener par les quinze alliés pour faire face aux occasions ou aux menaces nouvelles. Le principe d'égalité n'aurait été compatible avec de nou-

(1) Publié par Societa Editrice,

Bologna.

velles tendances politiques que si tous les membres de l'alliance avaient porté le même intérêt à ces tendances, en avaient pris conscience de la même façon, et étaient complètement d'accord sur les moyens à employer pour défendre ces intérêts communs. Sauf dans le cas d'une menace de conquête militaire ou de révolution, telle que celle à laquelle les membres futurs du NATO eurent à faire face à la fin de 1940, on ne peut pas espérer trouver ces conditions réunies à la fois. Faute de l'une ou l'autre d'entre elles, ce qu'une alliance ainsi constituée peut faire de mieux, c'est de transformer en action le plus petit commun dénominateur des intérêts sur lesquels l'accord est réalisé. Ce dénominateur a des chances de tendre vers le minimum irréductible des politiques communes sans lequel l'alliance elle-même cessera d'exister en tant qu'organe d'exécution. Ainsi donc, tandis que les conditions objectives, dans lesquelles vivent les quinze alliés, exigent un degré d'unité dans les buts et dans l'action dépassant de beaucoup celui d'une alliance traditionnelle et tandis que l'OTAN fut conçue à l'origine pour être l'instrument de ce genre d'unité, dans la pratique l'OTAN est devenue de moins en moins distincte d'une alliance traditionnelle, et même une alliance en voie de stagnation et aux liens plutôt lâches.

Il y a loin de cette situation à l'ordre nouveau dans le cadre duquel on espérait voir les Etats-Unis prendre la tête pour réaliser le but commun des nations de civilisation occidentale à l'âge atomique. Les facteurs qui ont entraîné ces rapports sont aussi responsables de l'échec de l'Amérique à faire pénétrer l'idée de la Communauté Atlantique dans les zones du monde qui se trouvent soit non engagées, soit engagées au Communisme contre leur volonté. Les Etats-Unis n'ont pas été capables de se libérer du mode de pensée et d'action établi à la fois par leurs traditions et par la réussite de leur réaction devant la menace de la puissance Russe après la deuxième Guerre Mondiale — c'est-à-dire qu'ils ont conçu leurs relations avec le monde extérieur essentiellement sur un plan militaire. C'est ainsi qu'ils se sont vus entourés par des alliés, par des nations non engagées qui, jusque-là, avaient refusé de devenir des alliés, et par des satellites de la puissance Russe a empêchés de devenir des alliés. De ce tableau du monde ont découlé trois politiques à orientation militaire. Il fallait maintenir les alliés dans l'orbite américaine, il fallait y attirer les nations non engagées, et il fallait libérer les satellites pour qu'ils puissent venir s'y rallier.

Ces politiques échouèrent en dehors de l'Europe parce que l'image du monde dont elles dérivèrent, était en désaccord à la fois avec les faits d'expérience et avec les intérêts des Etats-Unis et de la Communauté Atlantique. Cependant, la politique à orientation militaire de la Communauté Atlantique est restée efficace, au regard du seul problème d'importance primordiale entre l'Est et l'Ouest : le problème de l'Allemagne.

La Communauté Atlantique et les Nations non-engagées

La tâche la plus importante incombant à la Communauté Atlantique, tâche qui ne le cède en importance qu'à celle de réaliser cohésion intérieure et unité de but, est d'établir des relations confiantes et fécondes avec les nations non engagées. Cependant que la tâche négative de liquidation des empires coloniaux touche à sa fin, cette tâche positive, à accomplir en compétition directe avec le bloc Communiste, devient particulièrement urgente. L'aide étrangère en est l'instrument fondamental.

Jusqu'à présent, les membres de la Communauté Atlantique ont dispensé l'aide étrangère chacun de leur côté et au petit bonheur. On n'a vu jusqu'ici que les maigres débuts d'un effort collectif, fondé sur une philosophie bien concertée qui appliquerait à l'aide étrangère les valeurs et les objectifs communs de la Communauté Atlantique. En particulier la théorie et la pratique américaine d'aide étrangère sont issues à tout prendre de certains postulats non vérifiés qui font partie du folklore politique américain. La mentalité populaire a établi un certain nombre de corrélations simplistes et très discutables entre, d'une part, l'aide étrangère, et, d'autre part, un standard de vie en accroissement, leur stabilité sociale et politique, des institutions et des

méthodes démocratiques, et une politique étrangère pacifique. La simplicité de ces corrélations est si rassurante et rappelle tellement la corrélation Wilsonienne entre les institutions démocratiques et l'ordre et la paix sur les plans domestique et international que cette proposition philosophique générale a, dans le passé, rarement été mise en doute publiquement, bien que trop souvent en pratique les preuves empiriques contraires aient conduit dans des cas particuliers à des revirements radicaux.

Des questions aussi importantes que celles-ci, concernant les résultats de l'aide étrangère, ont rarement été posées explicitement : quels seront les effets probables sociaux, politiques et moraux de l'aide étrangère dans les diverses circonstances ? Pour réussir, l'aide étrangère a-t-elle besoin d'un climat particulier intellectuel, politique et moral, ou l'apport de capitaux et de moyens techniques du dehors réussira-t-il à créer ce climat ? Dans quelle mesure et dans quelles conditions une nation peut-elle transformer, par le moyen d'une intervention extérieure, la vie économique et technique d'une autre nation ? Pour parler de façon plus précise, si l'on veut atteindre le but politique recherché de maintenir non engagées les nations non engagées, comment peut-on arriver à faire pénétrer, dans la mentalité du bénéficiaire, le sentiment d'un rapport positif entre l'aide et ses résultats bénéfiques d'un côté, et de l'autre la philosophie, le système et les objectifs politiques du donateur ? Tant que le bénéficiaire n'approuve pas la politique du donateur, malgré l'aide reçue, les effets politiques de l'aide donnée sont gaspillés. Ces mêmes effets sont encore gaspillés tant que le bénéficiaire n'est pas convaincu que l'aide n'est qu'une manifestation naturelle, sinon inéluctable, de la politique du donateur. L'aide étrangère demeure alors inefficace tant que le bénéficiaire se dira : « L'aide est bonne à prendre, mais je n'aime pas la politique du donateur » ou « L'aide est bonne à prendre, mais la politique du donateur n'a rien à y voir, qu'elle soit à mon goût ou non ou qu'elle me soit indifférente ».

De pareilles questions demandent en réponse des politiques extrêmement subtiles et complexes. Des politiques, basées sur une simple corrélation entre l'aide étrangère et ce que le donateur désire trouver dans les nations non engagées, ne suffisent pas. Cette corrélation est une simple projection de l'expérience interne des nations industrielles occidentales sur la scène internationale. Constitution de capital, investissements et innovations techniques ont créé la richesse et la prospérité de ces nations et, de ce fait, on a admis que l'exportation des capitaux et de la technique de l'Occident vers les nations sous-développées y produiraient des résultats semblables.

Cependant ces résultats n'apparaissent pas parmi les nations non engagées à qui font défaut les conditions culturelles préalables au progrès économique, en particulier une attitude rationnelle à l'égard de la production et un code moral régissant production, répartition et administration. C'est sur ce point que la Communauté Atlantique, suivant l'exemple du Commonwealth britannique, doit s'efforcer collectivement de faire peser les valeurs de la civilisation occidentale sur le développement politique, culturel et économique des nations non engagées.

C'est surtout dans le domaine politique que les nations non engagées offrent à la Communauté Atlantique une occasion vraiment créatrice. Il ne suffit pas que nous ayons abandonné une opposition catégorique à l'égard du neutralisme, dont une conséquence logique a été une quête aveugle à la recherche d'alliés. Si nous admettons que le non-engagement politique est la seule ligne de conduite que beaucoup des nouvelles nations peuvent se permettre de suivre, il nous faut trouver des liens sûrs avec ces nations neutralistes. Un certain nombre de nations non engagées sont faibles à tel point que leur existence même est en question, et cette faiblesse, à laquelle vient s'ajouter la balkanisation de vastes régions du globe, surtout en Afrique, a considérablement accru les causes de désordre dans le monde. Cette balkanisation va à l'encontre des nécessités techniques de l'âge que nous vivons, qui exige des groupes politiques plus importants encore que les Etats européens traditionnels. Ce qu'il faut c'est un « ordre nouveau » pour remplacer la conception périmée de l'empire. Le Communisme offre un « ordre nouveau » de ce genre, adapté aux besoins du neutralisme. Le non-engagement politique comporte tou-

tes sortes de genres et de nuances, et les nations non engagées peuvent fort bien pencher d'un bord ou de l'autre, selon leurs préférences morales, leurs sympathies politiques, leurs intérêts économiques, et même, quand les jeux sont faits, pour l'aide militaire. Le Communisme international recherche précisément cette sorte implicite d'alignement sans engagement formel explicite.

Nous avons été enclins à contrer cette tentative communiste à créer un « ordre nouveau » parmi les nations non engagées en leur offrant de les protéger contre le Communisme. Mais, alors qu'en fait ces nations ont besoin d'une pareille protection, elles refusent de l'admettre ; car leur religion du neutralisme leur fait craindre qu'au cas où elles admettraient ce besoin, elles se trouveraient de ce fait entraînées dans la guerre froide du côté occidental. Pour elles la question la plus importante n'est pas le Communisme mais bien le Colonialisme. Invoquer purement et simplement l'anti-Communisme est alors une politique auto-destructrice vis-à-vis des nations engagées. Plutôt qu'une polémique négative dirigée contre « l'ordre nouveau » Communiste, ce qu'il faut c'est offrir en regard une autre solution positive. Il va sans dire que cet « ordre nouveau » favorisé et supporté par la Communauté Atlantique doit être, sans équivoque, anti-colonialiste et doit donner satisfaction aux aspirations et aux besoins matériels des nations non engagées. Cet « ordre nouveau » doit aussi être un ordre politique suffisamment souple pour laisser leur place à tous les degrés et à toutes les nuances de non-engagement politique. Les nations non engagées peuvent fort bien pencher d'un bord ou de l'autre selon leurs préférences morales, leurs sympathies politiques, leurs intérêts économiques et même pour un soutien militaire limité. Mettre ces différentes nuances de neutralisme en accord avec les intérêts de la Communauté Atlantique, sans contraindre les neutralistes à un engagement explicite, voilà l'épreuve suprême pour les Gouvernements occidentaux.

Et même dans ce cas, il est probable que les griefs contre la puissance occidentale persisteront parmi les nations neutralistes, avec tendance à jouer l'Est contre l'Ouest. Pour parer à cette prédisposition psychologique, il ne servira pas à grand-chose à la Communauté Atlantique de tenter, par principe, de gagner les bonnes grâces des neutralistes en orientant les voiles de sa politique au vent de leurs préférences ; car ce genre de neutralisme tire sa force de ce genre de faiblesse. Il nous faut plutôt poursuivre une politique clairement définie, exécutée avec vigueur et présentée habilement

et la mener à bonne fin, montrant par là à tous les intéressés que nous savons ce que nous faisons et qu'il n'est pas payant de contrecarrer nos desseins. Ce n'est que de cette façon que nous nous ferons respecter des neutralistes et aurons une chance d'obtenir en même temps leur soutien. Et nous pouvons rappeler avec tact mais avec fermeté aux nations non engagées, quand l'occasion s'en présente, que leur neutralisme est fonction de la puissance de la Communauté Atlantique. Si cette puissance ne s'était pas engagée à résister au Bloc Communiste, le neutralisme ne pourrait exister en tant que politique et ne pourrait au mieux survivre qu'à titre de souhait impuissant et d'espoir inutile. En effet, le neutralisme pendant une guerre froide, de même que la neutralité au cours d'une guerre chaude, dépendent de l'équilibre des forces. C'est un luxe que certaines nations peuvent s'offrir si la puissance de l'un des antagonismes contrebalance celle de l'autre. Si l'un des antagonistes s'affaiblit, les nations neutres se trouvent à la merci de l'autre.

Résumé

D'abord les intérêts qui unissent les membres de la Communauté Atlantique ne sont pas seulement ni même originellement de nature militaire. Ils sont, avant tout, le fruit d'une conception commune des valeurs de la civilisation occidentale et d'une volonté commune de les sauvegarder et de les répandre.

Ensuite, ces intérêts ne peuvent être poursuivis par les nations individuellement. Cette poursuite requiert un effort collectif sous la conduite des États-Unis soutenu par des institutions et des politiques communes.

Troisièmement, la stabilisation du statu quo territorial en Europe est la condition première du succès dans la poursuite de ces intérêts.

Quatrièmement, la Communauté Atlantique doit garder conscience des liens qui les unissent dans le cadre de la civilisation occidentale aux pays situés au-delà du rideau de fer, de manière à les impressionner par la vitalité de cette civilisation.

Cinquièmement, la Communauté Atlantique doit nouer des relations positives avec les pays non engagés en respectant leur souci de non-engagement et en leur faisant partager le bénéfice de leur expérience politique, économique et culturelle.

LIVRES

L'OURS DANS LA BERGERIE

par Michel-Lubrano-Lavadera

(Berger-Levrault, Paris, 204 pages, 9,60 NF.)

Pour comprendre les mobiles qui poussent l'URSS à agir de telle ou telle façon, il faut s'en référer à la théorie fondamentale du marxisme-léninisme. L'auteur de ce livre sur la pénétration soviétique dans les pays sous-développés a compris la nécessité de puiser ses renseignements aux sources. Aussi, à la première page, trouvons-nous une citation appropriée de Lénine : « Ce ne sont pas les peuples qui préparent les révolutions, on prépare les peuples à les faire. » En effet, ce fut Lénine qui adapta le marxisme à l'évolution du « Tiers-Monde » lorsqu'il écrivit sa brochure intitulée « L'Impérialisme, Stade Suprême du Capitalisme ». M. Lubrano-Lavadera nous montre que les trois thèses développées par le principal fondateur du régime bolchevik tracent les grandes lignes de l'utilisation des pays coloniaux dans la lutte pour l'instauration du communisme mondial.

De nombreuses citations de Staline viennent confirmer le fait que l'URSS cherche à accélérer sa victoire totale par l'intermédiaire des pays sous-développés. Ainsi, celui qui fut le maître de la Russie avant Khrouchchev souligna « la nécessité pour le prolétariat de prêter un soutien résolu et actif au mouvement de libéra-

tion nationale des peuples opprimés et dépendants ». Mais le même Staline ajoutait : « La question des droits des nations n'est pas un problème isolé et se suffisant à lui-même ; c'est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, subordonnée à l'ensemble. » Lénine aussi avait précisé que le communisme ne soutiendrait les aspirations à la liberté des pays coloniaux que si les représentants de ces derniers leur permettaient de propager l'esprit révolutionnaire. M. Lubrano-Lavadera estime, avec raison, que nous avons été suffisamment prévenus par les Russes eux-mêmes des buts de l'aide soviétique aux pays sous-développés. De nombreux exemples nous montrent comment le Kremlin a appliqué ses principes. Dès qu'un mouvement nationaliste ne joue plus le jeu de Moscou, il est abandonné.

Dans son introduction, l'auteur déclare que l'aide aux pays sous-développés ne constitue pas pour le bloc soviétique un simple devoir humanitaire. Puis il nous révèle le plan de son livre : « Aussi semble-t-il intéressant, après avoir analysé comment cette action s'intègre dans la théorie marxiste, d'étudier les objectifs géographiques qu'elle vise, de voir comment elle est conduite et de mesurer son degré d'efficacité et ses possibilités de développement. Ce sera l'objet de cet ouvrage dont le but est surtout de montrer que l'action économique du bloc soviétique n'est qu'un des aspects de sa politique d'expansion idéologique, et qu'elle s'insère dans une stra-

tégie globale visant à soviétiser le monde. » M. Lubrano-Lavadera fait ressortir que, si les pays sous-développés constituent l'objectif politique final de la révolution mondiale, ils sont aussi des objectifs stratégiques et économiques aux yeux du monde soviétique. Un autre chapitre explique comment l'URSS a savamment mis au point une politique d'aide économique capable d'obtenir des résultats surprenants avec des moyens limités. L'efficacité du système est due à l'organisation étatique du commerce extérieur, soutenue par une merveilleuse technique de pénétration.

La deuxième partie du livre passe en revue tous les pays sous-développés avec lesquels l'URSS a conclu des accords économiques. L'auteur groupe ces pays en quatre ensembles géographiques : le Moyen-Orient, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine. Ainsi, nous trouvons dans moins d'une centaine de pages un résumé des efforts déployés par l'URSS à travers le monde pour pénétrer dans chaque pays grâce à l'aide économique. Cette simple énumération des faits est une source précieuse de référence et permet de suivre l'évolution des rapports commerciaux entre l'URSS et les peuples en voie de développement. Il en ressort qu'après avoir porté toute son attention sur le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est, le bloc soviétique s'est maintenant tourné vers l'Afrique et l'Amérique Latine. Dans cette dernière région, l'Argentine et le Brésil semblent être les proies principales actuellement. Quant au continent africain, il est évident que pour Moscou le chemin de Dakar passe par Conakry.

L'auteur consacre une dernière partie aux attraits, aux dangers et aux limites possibles de la pénétration économique soviétique. Ensuite, il se demande ce que le monde libre peut faire pour sauver la situation. Selon lui, la réforme des procédés de l'aide occidentale aux pays sous-développés doit se faire dans le sens d'une coordination de cette aide sur le plan international avec le souci de respecter la dignité des pays nouvellement venus à l'indépendance et désireux de faire eux-mêmes un effort national réel pour assurer leur propre développement. Dans sa conclusion, M. Lubrano-Lavadera démontre avec force que la lutte contre la pénétration soviétique ne peut et ne doit pas se limiter à la seule lutte contre la pénétration économique. Après avoir énuméré les différentes méthodes employées par l'URSS dans tous les domaines, il déclare sans ambages : « Devant l'ampleur d'un tel système de propagande, devant l'importance des moyens de subversion et de pénétration idéologique mis en œuvre par le monde communiste, on constate que la lutte contre la pénétration économique soviétique n'aura des chances de succès que dans le cadre d'une parade concertée sur tous les fronts du communisme ». Dans un langage clair et sans aucune longueur, ce livre nous permet de saisir le problème crucial de « l'Ours dans la Bergerie ».

LES TROIS COMMUNAUTÉS :

CHARBON-ACIER, MARCHÉ COMMUN, EURATOM

par Pierre-Olivier Lapie

(Fayard, Paris, 240 pages, 9,50 NF)

Qui peut prétendre avoir une connaissance suffisamment approfondie des problèmes européens pour se passer d'un livre qui en retrace les différentes étapes et qui parle des solutions d'avenir ? Tout cela est si complexe et parfois utopique qu'il est nécessaire de demander à un spécialiste en la matière de rétablir la vérité. Même ceux qui s'intéressent particulièrement à ces questions ont besoin d'être éclairés par des personnalités compétentes, et à plus forte raison ceux qui nagent dans cette mer houleuse en s'accrochant tant bien que mal à des termes qu'ils ne comprennent qu'à moitié. M. Pierre-Olivier Lapie est l'un de ceux auxquels nous pouvons faire confiance pour nous apporter une contribution de première qualité. Député à l'Assemblée Nationale française de 1936 à 1958 et ancien Ministre de l'Éducation Nationale, il fut délégué à l'ONU, à l'UNESCO, au Conseil de l'Europe et à l'Assemblée Parlementaire Euro-

péenne. Actuellement, il est Membre de la Haute Autorité de la CECA et Président de l'inter-exécutif de l'Énergie des Communautés Européennes. On peut dire que l'Europe est sa compagne de tous les jours et qu'il la connaît sous ses aspects les plus divers.

Dans son livre d'une clarté remarquable du point de vue de la matière aussi bien que de la présentation, M. Lapie commence par dégager pour ses lecteurs les lignes de force permanentes de l'Europe. Elles sont au nombre de cinq et l'auteur les résume ainsi : 1. **La Politique étrangère** (« Le vide diplomatique entre les blocs de l'Est et de l'Ouest a forcé la politique étrangère du monde occidental à créer l'Europe ») ; 2. **L'Économie** (« L'Europe d'aujourd'hui met en commun ses ressources économiques pour soutenir la concurrence des deux autres blocs ») ; 3. **Les Colonies** (« L'Europe, hier divisée par ses colonies, doit aujourd'hui s'unir pour aider les jeunes États indépendants ») ; 4. **Armée et Armement** (« Une Europe politiquement unie se construira-t-elle une armée à son échelle ? ») et 5. **Vers l'Europe politique** (« L'Europe économique est née de l'échec de l'Europe politique. Le succès même de l'Europe économique repose sur le problème de l'Europe politique »).

La deuxième partie de l'ouvrage montre le fonctionnement des trois Communautés. M. Lapie souligne que la CECA a fourni des bases matérielles, intellectuelles et spirituelles aux deux autres. En ce qui concerne le Marché Commun, son bilan s'établit sur le plan des institutions, de la réalisation et de la mise en place des politiques communes. Dans ce dernier domaine, l'auteur précise que l'activité du Marché Commun ne s'est pas limitée à l'Agriculture, puisque l'on a aussi examiné les futures relations des Six avec les pays tiers (y compris ceux en voie de développement) et les possibilités d'une politique financière commune. D'ailleurs, tous ces travaux ne constituent que l'esquisse d'un ensemble plus vaste qui dépendra de l'avenir politique de l'Europe. Quant à l'Euratom, elle a établi les bases techniques et juridiques d'une industrie nucléaire, dont les perspectives apparaissent très favorables.

Après un chapitre sur les mécanismes institutionnels communs, dans lequel il explique que la multiplicité des institutions est atténuée par l'existence d'organes communs, M. Lapie aborde l'Europe de demain. Tour à tour, il examine les perspectives économiques et politiques. Selon lui, le visage définitif de l'Europe dépendra du type de relations que le Marché Commun aura su organiser avec les pays voisins et d'un même niveau industriel comme l'Angleterre, avec les pays européens en voie de développement et avec les pays sous-développés d'outre-mer. Dans sa conclusion, il déclare que les trois Communautés ont implanté solidement l'Europe économique, mais il précise que « les forces qui avaient créé l'Europe, il y a dix ans, réclament avec insistance une relance politique. L'espoir que de différentes institutions économiques surgirait, comme par une génération spontanée, une institution politique européenne supérieure, ne correspond pas, en raison de la lenteur du processus, aux urgences qu'impose la situation mondiale ». Le livre de M. Lapie mérite d'être lu, médité et consulté périodiquement si l'on désire bien connaître les problèmes européens.

LA CLÉ : S'ADAPTER

« L'avenir de l'OTAN dépendra largement de sa capacité à s'adapter à un monde changeant : un monde où naissent de nouvelles nations qui rivalisent avec les anciennes. Ainsi l'OTAN se trouve-t-elle placée devant de nouveaux défis politique, économique, psychologique aussi bien que militaire qui sans cesse évoluent. »

(Extrait d'une déclaration faite à la Chambre des Communes d'Ottawa par M. Howard Green, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères.)



BIBLIOGRAPHIE

Sélection d'articles relevés dans les périodiques reçus au Siège de l'OTAN pendant les mois d'avril, mai et juin 1961.

OTAN

HINTERHOFF, Eugène.

« L'USURE ET LES FAIBLESSES DES ALLIANCES ».
Revue Générale Militaire, Paris, Mai, p. 586.

Dans un article sur les alliances, l'auteur souligne que l'OTAN a joué son rôle en sauvant l'Europe de l'Armée soviétique.

VAN ZEELAND, Paul.

« L'AVENIR DE L'OCCIDENT : LA COMMUNAUTE ATLANTIQUE ».
France-USA, Paris, mai, p. 4.

GAVIN, James.

« IL FAUT ETENDRE L'EFFORT COMMUN A L'ECHELLE DU MONDE ».
France-USA, Paris, mai, p. 4.

GRANDCHAMP, René.

« THE SWORD AND THE SHIELD ».
Fifteen Nations, Amsterdam, No. 19, p. 98.

« NATO UNDER FIRE FROM INSIDE ».
Time, Londres, 2 mai, p. 13.

HEALEY, Denis.

« OSLO: AN OPPORTUNITY FOR COURAGE: NATO AND NUCLEAR WEAPONS ».
Observer, Londres, 7 mai, p. 10.

BRETT-SMITH, Richard.

« NATO QUALM AND QUANDARY ».
Daily Telegraph, Londres, 8 mai, p. 14.

COOK, Don.

« DISARRAY IN OSLO ».
New York Herald Tribune, Paris, 8 mai, p. 4.

MIDDLETON, Drew.

« EUROPE WEAKENED ».
New York Times, Paris, 8 mai, p. 11.
Les Alliés devraient coordonner leur défense au lieu de suivre chacun leur propre ligne indépendante.

GILES, Frank.

« HAS NATO BECOME OBSOLETE? ».
Sunday Times, Londres, 14 mai, p. 12.
L'auteur considère que l'OTAN est nécessaire tant que la question sur le désarmement n'a pas été résolue.

« CRIZZONTI ALLARGATI ».

Esteri, Rome, 15-31 mai, p. 1.
Un article sur la conférence d'Oslo.

« STRENGTHENING THE ALLIANCE ».

Spectator, Londres, 19 mai, p. 704.
Commentaire sur la conférence d'Oslo dans lequel l'auteur souligne que la réunion a donné de « solides résultats ».

E. S.

« LA SESSIONE DI OSLO DEL CONSIGLIO ATLANTICO ».
Relazioni Internazionali, Milan, 20 mai, p. 607.

VERRIER, Anthony.

« NEW STRATEGY FOR NATO: KISSINGER'S FIVE POINTS ».
Observer, Londres, 21 mai, p. 18.

« WESTERN ALLIANCE—IS DEFENSE READY? »

U.S. News & World Report, Washington, 22 mai, p. 40.
L'auteur compare les ressources de défense occidentales et soviétiques.

VON KESSEL, A.

« KONSULTATION—ABER WIE? »

Die Welt, Hambourg, 31 mai, p. 3.
L'auteur suggère qu'un groupe d'études devrait être formé à l'OTAN pour examiner le problème de la consultation politique.

QUESTIONS POLITIQUES

FITZGIBBON, Russel H.

« THE ORGANIZATION OF AMERICAN STATES ».
Orbis, Université de Pennsylvanie, Printemps, p. 74.

Un article sur l'O.A.S. dans lequel l'auteur souligne que l'Organisation fait face maintenant au « test » le plus sévère qu'elle ait eu à affronter au cours de son existence.

LABIN, Suzanne.

« LES AMERICAINS FONT UN COMPLEXE DU MISSILE ».
Revue Générale Militaire, Paris, mai, p. 568.

L'auteur conclut que la défense du Monde libre dépend plus, en politique, d'un esprit clair et d'une grande énergie que du nombre de missiles.

ECCLES, Rear Admiral Henry E.

« THE ILLUSION OF DISARMAMENT ».
Fifteen Nations, Amsterdam, No. 19, p. 29.

TANG, Peter S.H.

« MOSCOU AND PEKING: THE QUESTION OF WAR AND PEACE ».
Orbis, Université de Pennsylvanie, Printemps, p. 15.

« LES COMMUNISTES D'ALBANIE ET DE CHINE ET LA 'LIGNE GENERALE' DU MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL ».
Est & Ouest, Paris, 16-31 mai, p. 23.

« LA GUERRE ET LA PAIX... A L'AGE DE L'ESPACE ».
Perspectives, Paris, 20 mai.

BELOFF, Nora.

« WORLD ATOM SCHEME URGED BY RUSSIA: SHARE RESEARCH AND CUT TAXES, SAYS SOVIET PROFESSOR ».

Observer, Londres, 21 mai, p. 9.
Entretien avec le Professeur Vasilii Emelynov, Haut-Commissaire soviétique pour l'Energie Atomique.

DIEFENBAKER, John.

« NEITHER OF US CAN LIVE WITHOUT THE OTHER ».
U.S. News & World Report, Washington, 22 mai, p. 62.

Entretien avec le Premier Ministre canadien sur les relations américano-canadiennes.

ARON, Raymond.

« LA STRATEGIE DE L'AGE THERMO-NUCLEAIRE : I. LA HANTISE D'UN PEARL HARBOUR ATOMIQUE. ».

II. REPRESAILLES MASSIVES ET GUERRES LIMITEES.

III. LES PETITS ET LES GRANDS.

IV. LA CRISE DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE ».
Le Figaro, Paris, 23 et 24 mai, p. 5, 25 et 26 mai, p. 7.

«AT THE CONFLUENCE».

Economist, Londres, 27 mai, p. 867.

Un article sur la visite en Europe de M. Kennedy.

Relazioni Internazionali, Milan, 27 mai, p. 671.

FONTAINE, André.

« UN AMERICAIN A PARIS :

I. DEUX REGARDS SUR LE MONDE.

II. AUTOUR DE LA BOMBE ».

Le Monde, Paris, 30 mai et 1^{er} juin, p. 1.

HAYTER, Sir William.

«THE ART OF DIPLOMACY».

Life International, 5 juin, p. 75.

Une analyse des tactiques soviétiques de la guerre froide.

QUESTIONS ECONOMIQUES

LORD GLADWYN.

«ON JOINING THE COMMUNITY».

Observer, Londres, 21 mai, p. 8.

DABERNAT, René.

« L'INTEGRATION ECONOMIQUE DE L'EUROPE EST FONCTION DE SON UNIFICATION POLITIQUE ».

Combat, Paris, 30 mai, p. 1.

Entretien avec M. Piero Malvestiti, Président de la Haute Autorité de la CECA.

SCHUMANN, Maurice.

«FOUR-POINT PLAN».

European-Atlantic Review, Londres, mai-juin, p. 9.

Un article sur les Six et les Sept.

KITZINGER, Uwe.

«BRITAIN AND THE COMMON MARKET. THE STATE OF THE DEBATE».

The World Today, Londres, juin, p. 233.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

SCHRADER, Dr Rudolf.

«SCIENTIFIC PROGRESS IN NATO».

Fifteen Nations, Amsterdam, n° 19, p. 12.

Réimpression d'un discours prononcé au Collège de Défense de l'OTAN montrant comment la Division Scientifique travaille et révélant d'une façon détaillée le progrès constant réalisé durant les deux dernières années dans le cadre de la coopération atlantique.

VON KARMAN, Dr Théodore.

THIRRING, Dr Hans.

«TWO VIEWS ABOUT GOING TO THE MOON».

U.S. News & World Report, Washington, 22 mai, p. 48.

Le Dr von Karman pense qu'il faut tenter d'atteindre la lune, tandis que le Dr Thirring, considère que c'est un « non-sens ».

ALLEMAGNE

BAKER, Blake.

«EAST GERMANY LOVERS HER SIGHTS».

Daily Telegraph, Londres, 16 mai, p. 14.

Un article sur la situation présente en Allemagne de l'Est.

AMERIQUE LATINE

VEILLY, M.

« CUBA ET LES AMERIQUES ».

Revue de Défense Nationale, Paris, mai, p. 808.

Importance de la position stratégique de Cuba dans l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud.

«CARIBBEAN: ONE MORE SEA OF TROUBLE».

U.S. News & World Report, Washington,

8 mai, p. 88.

La situation actuelle en Jamaïque, à Haïti, etc.

BELGIQUE

BAUDHUIN, Fernand.

« LA BELGIQUE EST-ELLE EN RETARD ? NON PAS 25 %, MAIS 42 % DE PROGRES EN SEPT ANS ».

La Libre Belgique, Bruxelles, 27 mai, p. 1.

ESPAGNE

BOYNE, H.H.

«SPAIN AND EUROPE: A FRESH LOOK».

Daily Telegraph, Londres, 1^{er} juin, p. 14.

ETATS-UNIS

« LE PROGRAMME DU PRESIDENT KENNEDY POUR LA DEFENSE DES PAYS OCCIDENTAUX ».

Perspectives, Paris, 29 avril.

«NEW BROOMS IN THE PENTAGON».

Economist, Londres, 13 mai, p. 670.

« LA CREATION DE LA FLOTTE DE SOUS-MARINS ATOMIQUES AUX ETATS-UNIS ».

Perspectives, Paris, 27 mai.

«LITTLE WARS' — HOW READY IS U.S.?»

U.S. News & World Report, Washington, 29 mai, p. 64.

Entretien avec le Général George H. Decker, Chef du Personnel de l'Armée américaine.

EXTREME-ORIENT

VAN DER KROEF, Justus M.

«COMMUNIST THEORY AND PRACTICE IN INDONESIA».

Orbis, Université de Pennsylvanie, Printemps, p. 43.

Un article sur le parti communiste d'Indonésie qui, durant les douze dernières années, est devenu le plus grand parti de son genre dans les pays indépendants d'Asie du Sud-Est.

FALL, Bernard.

«THE LAOS TANGLE».

International Journal, Toronto, Printemps, p. 138.

L'auteur considère que la crise du Laos est une combinaison incommode de crises de politique intérieure et de pressions militaires extérieures.

JONAS, Anne M.

TANHAM, George K.

«LAOS: A PHASE IN CYCLIC REGIONAL REVOLUTION».

Orbis, Université de Pennsylvanie, Printemps, p. 64.

F. M. MOHAMMED AYUB KHAN.

«AN ASIAN ALLY SEES 'VERY DANGEROUS' YEARS AHEAD».

U.S. News & World Report, Washington, 8 mai, p. 70.

Entretien avec le Président du Pakistan.

«SIAM AND SEATO».

Economist, Londres, 20 mai, p. 791.

FRANCE

CAUDILL, Lt-Col. Orley B.

«FRANCE UNDERSTANDS HER NATO DUTIES».

Fifteen Nations, Amsterdam, n° 19, p. 90.

GALLOIS, Brig.-Gén., Pierre, M.
«THE NEW WEAPONS AND THE FRENCH MILITARY POLICY».

Fifteen Nations, Amsterdam, n° 19, p. 104.

«ACCORDING TO PLAN».

Economist, Londres, 20 mai, p. 758.

L'économie française est en train de connaître la gigantesque renaissance demandée par le Président de Gaulle.

GARY, Romain.

«DEATH OF A DARK IDEAL (WITH FAILURE OF REVOLT, 1,000 YEARS OF FRENCH HISTORY CAME TO AN END)».

Life international, 22 mai, p. 37.

Dans cet article sur la révolte des officiers français en Algérie, l'auteur nous décrit l'état d'esprit des officiers qui se sont mutinés et nous dit pourquoi l'échec de la mutinerie a marqué un tournant dans l'Histoire de la France.

ARON, Raymond.

« LE MIRACLE GAULLISTE ».

Le Figaro, Paris, 2 juin, p. 17.

Un article sur l'économie française.

GRECE

PIPINELIS, P.

« LA GRECE ET LES PAYS BALKANIQUES ».

La Revue d'Athènes, avril, p. 5.

MARINI, M.

« LA GRECE EST UN FACTEUR DE PAIX DANS LES BALKANS ».

La Revue d'Athènes, mai, p. 5.

«GREECE'S EUROPEAN CHALLENGE».

Economist, Londres, 27 mai, p. 908.

La Grèce et le Marché commun.

ITALIE

« L'ITALIE POURSUIT SON ESSOR ECONOMIQUE ».

L'Economie, Paris, 4 mai, p. 9.

«POLITICIANS AND THE PRESIDENT».

Financial Times, Londres, 2 juin, p. 6.

Le Président Gronchi et la politique italienne.

MOYEN-ORIENT

BRECHER, Michael.

«ISRAEL AND 'AFRO-ASIA'».

International Journal, Toronto, Printemps, p. 107.

L'auteur considère qu'Israël peut être rangé dans la catégorie des pays afro-asiatiques.

FALLS, Cyril.

«THE CALAMITIES AND PROBLEMS OF IRAN».

London Illustrated News, 20 mai, p. 832.

La crise en Iran.

POLOGNE

JELENSKI, K.-A.

« L'AIGLE D'HIER, AUJOURD'HUI ».

Preuves, Paris, mai, p. 57.

«PORTRAIT OF POLAND: FLAVOUR OF FREEDOM STILL PERSISTS».

Times, Londres, 3 mai, p. 13.

PORTUGAL

«PORTUGAL».

Revue Militaire d'Information, Paris, avril, numéro spécial sur le Portugal.

BROWN, Douglas.

«WHY PORTUGAL FIGHTS BACK».

Daily Telegraph, Londres, 24 mai, p. 14.

L'auteur pense que l'échec en Angola pourrait entraîner des conséquences désastreuses pour l'Alliance.

«SALAZAR DESIRES ACCORD WITH U.S.».

New York Times, Paris, 31 mai, p. 1.

Entretien avec le Premier Ministre Salazar.

ROYAUME-UNI

«THE DEBATE IN BRITAIN».

Survival, Londres, mai-juin, p. 106.

Réimpression des discours de MM. Denis Healey et Aubrey Jones, avec les discours d'ouverture et de clôture du Ministre de la Défense, durant le débat sur le Livre Blanc concernant la Défense à la Chambre des Communes.

UNION SUD-AFRICAINE

CILLIERS, S. A.

«REPUBLICANISM IN SOUTH AFRICA».

The Listener, Londres, 25 mai, p. 913.

L'Afrique du Sud à la veille de l'inauguration de la nouvelle République d'Afrique du Sud.

U.R.S.S.

GOODMAN, Elliot, R.

«RED AIM: RUSSIAN AS WORLD'S ONE LANGUAGE».

Freedom & Union, Washington, avril, p. 4.

«RED MISSILES: U.S. ARMY SIZE-UP».

U.S. News & World Report, Washington,

29 mai, p. 72.

Cet article résume l'idée générale d'une publication officielle du Commandement de l'Armée U.S. et du Collège du Personnel général, contenant un rapport récent sur l'arsenal de missiles de la Russie.

«MOSCOW AND THE TRADE FAIR».

Financial Times, Londres, 2 juin, p. 12. Rapport sur l'économie soviétique.

Communiqués de Presse :

N° (61) 9. — La succession de M. Spaak offerte à M. Stikker, le 18 avril 1961.

N° (61) 10. — M. Dirk U. Stikker, nouveau secrétaire général de l'OTAN, le 21 avril 1961.

N° (61) 11. — Allocution de bienvenue de M. Stikker à l'occasion de la visite à l'OTAN du Président Kennedy, le 1^{er} juin 1961.

N° (61) 12. — Lord Attlee prendra la parole à la cérémonie commémorative du 10^e anniversaire du collège de défense OTAN, le 8 juin 1961.

N° (61) 13. — La visite officielle du secrétaire général de l'OTAN aux Etats-Unis, le 7 juin 1961.

PUBLICATIONS DE L'AGARD (Groupe Consultatif de recherches et de développement aéronautiques).

DICTIONNAIRE AERONAUTIQUE MULTILINGUE, édité par G.H. Frenot et A.H. Holloway, publié par Pergamon Press, Londres. Ce dictionnaire comporte 2.000 termes et leurs définitions en huit langues : anglais, français, allemand, espagnol, italien, néerlandais, turc et russe.

AGARDographe 45. — Opérations pour aérodromes non-préparés ou à demi-préparés, édité par G. Bock, septembre 1960.

AGARDographe 46. Symposium sur le décollage et l'atterrissage vertical ou sur espace réduit. — Partie I : Etudes générales et aspects aérodynamiques ; Partie II : Effets de la proximité du sol ; sécurité et sûreté ; qualités de vol et vulnérabilité.

Détection de la fatigue et analyse des résultats, édité par W. Weibull, publié par Pergamon Press, Londres, 1961.

Bibliographie AGARD I. — Dynamique magnétofluide, édité par AGARD, février 1960.

Bibliographie AGARD II. — VTOL-STOL, édité par AGARD, juin 1960.

Bibliographie AGARD III. — «Crack Initiation and High Strength Alloy Sheets», édité par G. Sertour, octobre 1960.

Les

NOUVELLES DE L'OTAN

peuvent être obtenues à l'une des adresses suivantes

ÉDITION FRANÇAISE

« *Nouvelles de l'OTAN* »

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine, Paris, 16^e.

ÉDITION ALLEMANDE

« *NATO Brief* »

Presse- und Informationsamt der Bundesregierung,
Welckerstrass, 11, Bonn, Allemagne.

ÉDITION ITALIENNE

« *Notizie NATO* »

Comitato Italiano Atlantico,
Palazzo Firenze,
Piazza di Firenze, 27, Roma (231), Italie.

ÉDITION DANOISE (trimestrielle)

« *NATO Nyt* »

Atlantsammens'utningen
Forchammersvej 13,
Copenhague, Danemark.

ÉDITION TURQUE (trimestrielle)

« *NATO Dergisi* »

Uçan Türk
Türk Hava Kurumu,
Ankara, Turquie.

ÉDITION ANGLAISE

« *NATO Letter* »

Royaume-Uni - distribution exclusive

The Central Office of Information
Hercules Road, Westminster Bridge Road,
London, S.E.1.

Versions en langue anglaise pour d'autres pays que le Royaume-Uni

NATO : Information Service,
Porte Dauphine,
Paris (16^e) France

Etats-Unis

Distribution Planning,
Office of Public Services,
Department of State, Washington 25, D.C.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division.
Ottawa, Ontario.

ÉDITION GRECQUE (trimestrielle)

« *Deltion NATO* »

Société Atlantique grecque
Stoa Pasmazoglou
39, Odos Panepistimiou
Athènes, Grèce.

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées par le Service de l'Information
de l'OTAN

Rédactrice en chef : SHEVAWN LYNAM

Rédacteurs adjoints : JEAN DE MADRE et DOUGLAS WYNDHAM-HARRIS

Des exemplaires sont envoyés gratuitement aux organisations et aux
personnes s'intéressant spécialement aux affaires internationales. A
moins que le contraire ne soit spécifié, les articles et documents peuvent
être reproduits librement en mentionnant leur origine. La reproduction
des articles signés doit contenir le nom de l'auteur.

